

INONDATIONS AU SUD DU PAYS

L'Etat au secours des sinistrés

Les pluies torrentielles qui ont touché plusieurs wilayas du Sud du pays, et particulièrement Béchar, ont provoqué la fermeture de plusieurs axes routiers et des inondations notamment au niveau des wilayas du Sud-Ouest du pays. Un important dispositif a été déployé pour venir en aide aux sinistrés. L'Etat s'est mobilisé, mais pas que. Comme à chaque catastrophe naturelle, c'est la Nation toute entière qui s'est mobilisée pour aider et panser les blessures. P 3



4^e ÉDITION DE LA FOIRE COMMERCIALE INTRA- AFRICAINNE

**Plus de 2.000 exposants
attendus à Alger**



La 4^e édition de la Foire commerciale intra-africaine (IATF), prévue du 4 au 10 septembre 2025 à Alger, verra la participation de plus de 2.000 exposants, dont des entreprises du continent africain et du monde entier, indique la Banque africaine d'import-export (Afreximbank), organisatrice de l'événement, dans un communiqué. Ce rendez-vous sera une occasion pour les participants de présenter leurs produits et services.

P 2

UGTA

**Appel à réinstaurer
le dialogue social**

Le dialogue social constitue un levier crucial pour engager l'ensemble des acteurs dans un travail collaboratif et une réflexion collective. Il est impératif de mettre en place des espaces dédiés à la discussion, à l'échange et à la confrontation d'idées. Ce sont ces interactions qui permettent de résoudre des problèmes, d'élaborer des solutions et de concevoir des projets, tout en réajustant les priorités économiques et sociales au quotidien.

P 3

EFFICACITÉ ÉNERGÉTIQUE

**Lancement imminent
d'une plateforme dédiée
au PNME**

L'Agence nationale pour la promotion et la rationalisation de l'utilisation de l'énergie (APRUE), lancera le 22 septembre courant, pour le compte du ministère de l'Energie et des mines, une plateforme numérique en vue de faciliter l'accès au Programme national de maîtrise de l'énergie (PNME) de l'année 2024 au profit de potentiels bénéficiaires de ce programme.

P 5

RENTREE UNIVERSITAIRE 2024/2025

**Réception de 19
nouvelles résidences
universitaires** P 2

PÉTROLE

**Le baril de Brent
à plus de 71,5 dollars** P 4

MÉTAUX PRÉCIEUX

**Les prix
de l'or à près de 2.500
dollars l'once** P 4

MÉDÉA

Lancement des travaux de rénovation du réseau d'AEP

Les travaux de rénovation du réseau d'adduction d'eau potable (AEP) de la ville de Médéa ont été lancés récemment dans le cadre d'un projet appelé à réduire les fuites d'eau et à améliorer la distribution d'eau à travers cette importante agglomération urbaine, a-t-on appris lundi auprès de l'antenne locale de l'Algérienne des eaux (ADE). Une enveloppe financière d'un montant de 690 millions de DA a été débloquée pour ce projet d'envergure qui consiste à rénover pas moins de 75 km de réseau d'AEP alimentant les quartiers et cités situés au niveau du chef-lieu de wilaya, a-t-on expliqué de même source. Outre les travaux de remplacement des anciennes conduites d'eau, devenues vétustes et à l'origine de fréquentes fuites enregistrées sur le réseau local de distribution d'eau potable, le projet va permettre de lutter efficacement contre les branchements illicites, a-t-on fait savoir. Le projet va contribuer à préserver cette ressource précieuse et vitale, assurer une alimentation régulière des foyers en eau potable et augmenter les capacités de stockage grâce aux quantités d'eau qui étaient perdues à cause du mauvais état du réseau actuel d'adduction, a conclu la même source.

4^e ÉDITION DE LA FOIRE COMMERCIALE INTRA-AFRICAIN

Plus de 2.000 exposants attendus à Alger

La 4^e édition de la Foire commerciale intra-africaine (IATF), prévue du 4 au 10 septembre 2025 à Alger, verra la participation de plus de 2.000 exposants, dont des entreprises du continent africain et du monde entier, indique la Banque africaine d'import-export (Afreximbank), organisatrice de l'événement, dans un communiqué. Ce rendez-vous sera une occasion pour les participants de présenter leurs produits et services.

Par S R.

Placée sous le thème «Passerelle vers de nouvelles opportunités», l'IATF2025 accueillera plus de 35.000 visiteurs de plus de 140 pays du monde entier, selon le communiqué, qui prévoit plus de 44 milliards de dollars américains d'accords commerciaux et d'investissements pendant la semaine de la foire. L'IATF 2025 sera marquée par la présence de chefs d'Etat et de gouvernement, des ministres du commerce, des finances, de la culture et d'autres ministères ainsi que des dirigeants d'industrie, assure la même source. Les principales activités prévues pour l'IATF2025 comprennent notamment une

exposition commerciale, un forum sur le commerce et l'investissement de quatre jours avec des intervenants africains et internationaux, ainsi qu'un salon sur l'industrie automobile africaine, indique le communiqué. Des Journées spéciales seront consacrées aux pays ainsi qu'à des entités publiques et privées pour présenter les opportunités commerciales et d'investissement, selon Afreximbank soulignant que des attractions touristiques et culturelles sont aussi prévues dans le programme de l'événement qui comprend une Journée dédiée à la diaspora afin de mettre en avant les liens commerciaux et culturels entre l'Afrique et ses communautés à l'étranger. Sont également prévues, une plateforme in-

terentreprises (B2B) et interentreprises-gouvernement (B2G) pour la mise en relation et les échanges commerciaux, le programme AU Youth Start-Up présentant des idées et des prototypes innovants, la Plateforme de recherche et d'innovation africaine @ IATF pour les étudiants universitaires, les chercheurs. Cet événement biannuel, organisé en collaboration avec la Commission de l'Union Africaine (CUA) et le Secrétariat général de la Zone de libre-échange continentale africaine (Zlecaf), vise à soutenir le développement du commerce et des investissements intra-africains, en particulier dans le contexte de la mise en œuvre de l'Accord de libre-échange continental africain.

UNIVERSITÉ DES SCIENCES ET DE LA TECHNOLOGIE "MOHAMED BOUDIAF"

De nouveaux équipements pour la nouvelle année universitaire

L'Université des sciences et de la technologie "Mohamed Boudiaf" d'Oran poursuit ses préparatifs pour la nouvelle année universitaire en dotant ses différentes facultés et instituts en nouveaux équipements pour l'amélioration des conditions de la formation des étudiants, a-t-on appris de cet établissement universitaire. Dans ce cadre, le département d'aéronautique de la faculté de génie mécanique a acquis, le mois dernier, un simulateur de vol d'un coût estimé à 12 millions DA pour permettre aux étudiants de mieux comprendre les outils d'aviation (six éléments de base). Cette faculté a réceptionné égale-

ment un appareil d'essais en faveur du laboratoire des recherches de structures et produits innovants d'une valeur de plus de 72 millions DA, dans le cadre du Fonds national de la recherche scientifique et du développement technologique. Cet appareil fournit une solution intégrée pour tester des matériaux sophistiqués, des composants et des produits finis. Des équipements de recherche ont également été réceptionnés pour le Laboratoire de recherche sur la production végétale et microbienne de la Faculté des sciences naturelles et de la vie, d'une valeur supérieure à 8 millions de dinars, dans le cadre

du Fonds national de la recherche scientifique et du développement technologique. Il s'agit notamment d'un four bactériologique analogique, une balance analytique, un nettoyeur à ultrasons, un scanner à plat, un spectrophotomètre UV-visible et une caméra microscopique, entre autres. Pour sa part, le département d'hydraulique de la même université a reçu des équipements d'une valeur d'environ 7 millions de dinars pour valoriser les travaux appliqués de l'Université, notamment des appareils de traitement et de purification de l'eau et un microscope équipé d'un micromètre. Pour sa part, le Département de

Génie Civil de la Faculté d'Architecture et de Génie Civil a acquis des équipements de valorisation des travaux appliqués pour un montant d'environ 50 millions DA, dont une machine automatique d'essai de pression, une table vibrante, un concasseur de granulats, une étuve de séchage, une bétonnière et un mélangeur à mortier automatique. Par ailleurs, le rectorat a réalisé des travaux de restauration et d'entretien au niveau de toutes les facultés et instituts, durant les vacances d'été, notamment, les salles de cours, le chauffage, l'électricité, la peinture, les espaces extérieurs et autres.

RENTÉE UNIVERSITAIRE 2024/2025

Réception de 19 nouvelles résidences universitaires

Le secteur de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique sera doté, à l'occasion de la rentrée universitaire 2024-2025, de 19 nouvelles résidences universitaires, en vue d'améliorer les conditions de la vie universitaire, a affirmé, lundi à Alger, M. Mourad Korichi, chargé de la gestion des affaires de la direction générale de l'Office national des œuvres universitaires (ONOU). Présidant l'ouverture

d'une conférence nationale des directeurs des œuvres universitaires, consacrée aux derniers préparatifs de la nouvelle rentrée universitaire, M. Korichi a indiqué que la réception de ces résidences s'inscrivait dans le cadre de "la poursuite de l'amélioration de la vie universitaire à travers l'amélioration du niveau des services offerts, que ce soit en matière d'hébergement, de restauration ou de transport". "Toutes les condi-

tions nécessaires" ont été mises en place pour accueillir les étudiants dans les cités universitaires, qui ont connu, a-t-il dit, "d'importants travaux de réhabilitation des différentes structures, en sus de leur dotation des différents moyens et équipements (espaces de sport et de loisirs)", a-t-il assuré. Par ailleurs, M. Korichi a rappelé "le recours à la numérisation dans la gestion des œuvres universitaires", notamment à travers

"l'achat du ticket-restaurant, ainsi que la mise à jour des plateformes numériques pour la gestion et l'amélioration du transport universitaire". Pour rappel, le ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique, Kamel Baddari avait souligné "la disponibilité des structures et de l'encadrement pédagogique pour recevoir 1.812.000 étudiants lors de la rentrée universitaire 2024/2025".

Quotidien economique

Les EnjeuxEco

Edité par la SARL Les enjeux Eco Tel: 06 98165554

Gérant

Belmihoub Abdelaziz

Directeur de publication

Radji Zahir

Siège social

03,Rue Ali Boumendjel Square Port Said , Casbah email: lesenjeuxeco@gmail.com

ccb : BDL 005 001700000003889 09

Impression

Centre : SIA

Distribution

Centre: les enjeux Eco

«Pour votre publicité, s'adresser à : L'Entreprise Nationale de Communication, d'Édition et de Publicité» Agence ANEP 01, avenue Pasteur, Alger Téléphone : 020 05 20 91 / 020 05 10 42 Fax : 020 05 11 48 - 020 05 13 45 - 020 05 13 77 E-mail: agence.regie@anep.com.dz Programmation.regie@anep.com.dz agence.oran@anep.com.dz agence.annaba@anep.com.dz agence.ovargla@anep.com.dz agence.constantine@anep.com.dz

INONDATIONS AU SUD DU PAYS

L’Etat au secours des sinistrés

Les pluies torrentielles qui ont touché plusieurs wilayas du Sud du pays, et particulièrement Bechar, ont provoqué la fermeture de plusieurs axes routiers et des inondations notamment au niveau des wilayas du Sud-Ouest du pays. Un important dispositif a été déployé, pour venir en aide aux sinistrés. L’Etat s’est mobilisé, mais pas que. Comme à chaque catastrophe naturelle, c’est la nation toute entière qui s’est mobilisée pour aider et pour panser les blessures.

Par Réda Hadi

Selon la protection civile, plusieurs quartiers des villes de Béchar, Naama, Beni Abbès, Saïda, Illizi et Tamanrasset ont été inondés durant la soirée de samedi à dimanche. Face à cette situation, l’Etat a mobilisé de forts moyens logistiques et humains, pour venir en aide aux populations. Dans les communes de Béchar, Taghit, Abadla, Lahmar et Kenadza, les unités d’intervention et de secours de la Protection civile (PC), aidés par les éléments de la Sûreté de wilaya, de la Gendarmerie nationale et des citoyens sont intervenues à de nombreux endroits et sites touchés par les intempéries et les inondations, selon la direction locale de la PC.Selon un communiqué de la protection civile des renforts, issus des wilayas d’Oran, Ain-Temouchent, Mascara, Chlef, Relizane, Tlemcen et Ghardaïa, ont contribuer aux opérations de secours et d’intervention. L’Etat s’est mobilisé, et le ministre de l’Intérieur, des Collectivités locales et de l’Aménagement du territoire, Brahim Merad, qui s’est déplacé dans la wilaya de Bechar, a affirmé, que l’Etat prendra en charge l’ensemble des préoccupations des habitants de la région. «L’Etat ne ménagera aucun effort pour prendre en charge les habitants de la région dont les habitations ont été touchées par les inondations, de même qu’il prendra en charge les dégâts matériels causés également par les importantes chutes de pluies enregistrées samedi et dimanche», a-t-il déclaré. Il faut préciser que ce déplacement s’est effectué en compagnie de la ministre de la Solidarité nationale, de la Famille et de la Condition de la femme, Mme KaoutarKrikou, du ministre des Travaux publics et des Infrastructures de base, Lakhdar Rekhroukh et du Directeur général de la Protection civile, BoualemBoughelaf. La mobilisation a été générale, car un impor-

tant renfort en moyens humains et logistiques a été affecté par la direction générale de la Protection civile à Bechar pour prendre part aux opérations de secours et d’interventions. Il s’agit de 508 agents tous grades confondus, de 59 plongeurs spécialisés dans la recherche des victimes de noyade, de onze (11) équipes de secours et d’intervention dans des endroits difficiles, de seize (16)barques pneumatiques, de six (6) barques plates et de quatre (4) équipes cy-notechnique Ces renforts qui ont entamé leurs opérations de secours et de sauvetage viennent en appoint aux 1.200 éléments de la direction locale de la PC, à pied d’œuvre à travers la wilaya depuis le début des précipitations, inondations et crues des différents oueds de la région. Face à cette catastrophe inédite dans son ampleur, des mesures d’urgence ont été adoptées pour contenir les dommages causés par les pluies dans la wilaya de Béchar, à l’issue d’une réunion présidée par le ministre de l’Intérieur, des Collectivités locales et de l’Aménagement du territoire, Brahim Merad, au niveau de la cellule de crise au siège de la wilaya, a indiqué lundi un communiqué du ministère. Cette situation tout aussi dramatique qu’elle soit, n’a en rien entamé, l’esprit de solidarité qui nous caractérise et notre résilience face à de telles situations. Contactée par téléphone, une famille d’Ain Sefra dans la wilaya de Naama, nous a confirmé, qu’au-delà de la souffrance et de la douleur, la mobilisation des citoyens a été étonnamment exemplaire. Selon le père de cette famille, la ville d’Ain Sefra s’est levée comme un seul homme. Chaque habitant s’est dévoué pour porter secours. Toute les franges de la population ont répondu, présents, et ont prêté main forte aux secours déjà engagés dans une course contre la montre. Fièrement cet homme souligne la capacité de réaction des autorités et de la population, et de préciser que

c’est justement cette célérité dans les secours et de voir autant de personnes se dévouer, qui a été un baume au cœur. A Bechar, ce sont les mêmes sentiments qui ont prévalu et beaucoup nous ont souligné, l’esprit d’abnégation et de maîtrise dont ont fait preuve les secouristes et la population.

Lancement d’un recensement des familles touchées

Une opération de recensement des familles dont les habitations ont été affectées par les inondations et des dégâts matériels provoqués par les pluies torrentielles qui se sont abattues samedi et dimanche sur la wilaya de Bechar a été lancée lundi dans la commune éponyme, indiquent les services de la wilaya. L’opération a pour objectif, précise la même source, d’identifier les familles dont les habitations ont été inondées ou partiellement détruites pour qu’elles puissent bénéficier d’un soutien de l’Etat. Elle vient en concrétisation des mesures d’urgence préconisées par le ministre de l’Intérieur, des Collectivités locales et de l’Aménagement du territoire, Brahim Merad, lors d’une visite qu’il a effectuée dimanche à Bechar, en compagnie de la ministre de la Solidarité nationale, de la Famille et de la Condition de la femme, Mme Kaoutar Krikou et du ministre des Travaux publics et des Infrastructures de base, M. Lakhdar Rekhroukh , a-t-on précisé. Cette opération a aussi pour but la prise en charge des préoccupations des citoyens et de la wilaya, à l’issue des dommages causés par les pluies ayant affecté la région, a ajouté la source. Des structures dédiées à la réception des doléances des citoyens concernés ont été ouvertes au siège de l’Assemblée populaire communale (APC) de Bechar et ses annexes des quartiers de Bechar-Djedid et Debdeba, a fait savoir la même source.

BARRAGE DE DJORF ETTORBA
Un apport de 140 millions m³ d’eau enregistré

Un apport de 140 millions M3 d’eaux a été enregistré lundi au barrage de Djorf-Ettorba (Béchar), suite aux pluies torrentielles et aux crues de plusieurs oueds de la région, a-t-on appris auprès de l’antenne locale de l’Agence nationale des barrages et des transferts (ANBT). Cet apport en eaux est dû aux importantes chutes de pluies qui se sont abattues sur la région samedi et dimanche, entraînant la crue de plusieurs oueds de la région, qui déversent dans ce barrage d’une capacité de retenue de 365 millions M3, a indiqué à l’APS le responsable de l’antenne locale de l’ANBT, Ahmed Djebli. «Ce barrage était auparavant complètement asséché à cause de la sécheresse et du taux élevé d’évaporation de ses eaux du fait des fortes chaleurs que connaît la région», a-t-il souligné. Avec cette nouvelle et importante quantité d’eaux, le barrage, situé à une soixantaine de kilomètres au sud de Béchar, est en voie de son remplissage complet, ce qui lui permet de contribuer à l’alimentation en eau potable les communes de Béchar, Kenadza et Abadla, via sa station de traitement et d’épuration des eaux, à raison de plus de 20.000 M3/jour, a signalé, pour sa part, le directeur local du secteur de l’Hydraulique, Allal Kheireddine.

UGTA

Appel à réinstaurer le dialogue social

Par Mourad A.

Le dialogue social constitue un levier crucial pour engager l’ensemble des acteurs dans un travail collaboratif et une réflexion collective. Il est impératif de mettre en place des espaces dédiés à la discussion, à l’échange et à la confrontation d’idées. Ce sont ces interactions qui permettent de résoudre des problèmes, d’élaborer des solutions et de concevoir des projets, tout en réajustant les priorités économiques et sociales au quotidien. Amar Takjout, Secrétaire général de l’Union générale des travailleurs algériens (UGTA), a lancé un appel vibrant pour revitaliser le dialogue social en Algérie. Cet appel s’inscrit dans un contexte économique où les enjeux de l’amélioration du pouvoir d’achat et de la stimulation de l’économie nationale sont cruciaux, en phase avec les engagements du président Abdelmadjid Tebboune. Dans ses déclarations à la radio nationale, Takjout a souligné que le dialogue social doit devenir une pratique quotidienne, considérant qu’il est essentiel pour surmonter les défis économiques et sociaux du pays. Il plaide pour une approche structurée où les institutions, les organisations patronales et les partis politiques collaborent

de manière continue. Cette dynamique vise à créer des espaces d’échange fructueux pour une gestion collective des problématiques, favorisant ainsi une meilleure compréhension des enjeux économiques et sociaux.Takjout critique la passivité actuelle des syndicats, qu’il juge trop éloignés des débats politiques et économiques cruciaux. Il déplore l’absence d’impact des syndicats, qui étaient historiquement des acteurs majeurs dans la construction économique. Il insiste également sur le fait que l’université algérienne, en tant qu’institution clé pour le débat sur l’avenir du pays, devrait jouer un rôle plus actif dans les discussions politiques. Pour remédier à cette situation, Takjout propose une révision complète de la vision syndicale en Algérie. Il suggère que les syndicats d’entreprise et les fédérations collaborent plus étroitement pour aborder les défis spécifiques à chaque secteur d’activité. Ce changement de mentalité est crucial pour dynamiser l’économie et éviter l’inflation résultant d’augmentations salariales non accompagnées par une création réelle de richesse. « La revalorisation du pouvoir d’achat doit impérativement s’accompagner de l’implication des travailleurs dans la création de richesse. Aujourd’hui, il est es-

sentiel que les employeurs cessent de faire semblant et que les travailleurs arrêtent de faire semblant de travailler. Tout le monde doit se mettre sérieusement au travail pour générer de la richesse, ce qui, par voie de conséquence, améliorera le niveau de vie. Si l’une des deux parties faillit à ses engagements, elle ne progressera pas. En effet, augmenter les salaires sans créer de richesse ne ferait qu’accroître l’inflation, ce qui étoufferait le pouvoir d’achat », a-t-il expliqué. Un des points centraux de son discours est la nécessité d’établir des conventions de branches, des accords essentiels pour structurer l’économie nationale. Takjout considère que ces conventions permettront de réguler le marché du travail de manière plus efficace et d’éviter les pratiques déloyales telles que le dumping économique. Malgré l’absence actuelle de fédérations patronales de branches, l’UGTA a déjà élaboré une cartographie des branches, démontrant la capacité des syndicats à proposer des solutions concrètes pour organiser l’économie. « Le syndicat doit engager des discussions avec les organisations patronales pour établir des confédérations patronales de branches, afin de parvenir aux conventions de branches nécessaires. Sans ces conven-

tions, nous risquons de rencontrer des problèmes de dumping économique. En effet, sans conventions, il est probable que notre économie ne sera jamais correctement organisée, et sans fédérations patronales de branches, nous ne disposerons jamais d’une cartographie économique claire du pays. Cette cartographie ne pourra pas être réalisée uniquement par numérisation, mais nécessitera également une organisation efficace des branches », a-t-il indiqué. Takjout appelle donc à un dialogue renforcé entre syndicats et patronat pour formaliser ces conventions et améliorer le pouvoir d’achat des travailleurs. Il soutient que cette démarche, loin de se limiter à la numérisation, nécessite une organisation méticuleuse des branches économiques pour offrir une vision claire des besoins du pays et orienter efficacement la planification économique. L’appel du SG de l’UGTA marque une volonté de réformes profondes, visant à rétablir un dialogue social dynamique et structuré, à réorganiser le syndicalisme en Algérie, et à instaurer des conventions de branches pour une meilleure régulation économique. Cette approche proactive et intégrée est vue comme un levier essentiel pour répondre aux défis économiques actuels et futurs du pays.

MÉTAUX PRÉCIEUX

Les prix de l'or à près de 2.500 dollars l'once

Les prix de l'or sont restés stables lundi, à près de 2.500 dollars l'once, alors que les investisseurs attendent les chiffres de l'inflation américaine prévus cette semaine pour renforcer leurs prévisions concernant une éventuelle réduction des taux d'intérêt de la Réserve fédérale. Le cours de l'or au comptant a maintenu son niveau à 2.497,25 dollars l'once. Les contrats à terme sur l'or américain ont augmenté de 0,1% à 2.526,10 dollars. Les principaux points de données de cette semaine comprennent l'indice des prix à la consommation (IPC) d'août aux Etats-Unis, attendu mercredi, suivi de l'indice des prix à la production jeudi. Un environnement de taux d'intérêt bas tend à renforcer l'attrait des lingots non productifs. Parmi les autres métaux, l'argent au comptant a augmenté de 0,3% à 27,99 dollars l'once, le platine a gagné 1% à 930,75 dollars et le palladium a augmenté de 0,7% à 916,90 dollars.

MARCHÉ DES CHANGES

Le dollar se reprend en attendant la réunion de la Fed

Le dollar progressait lundi sur le marché des changes, les investisseurs révisant à la baisse la taille de la réduction des taux d'intérêt sur laquelle ils misent lors de la prochaine réunion de la Réserve fédérale (Fed), après des données mitigées sur l'emploi vendredi dernier. La devise américaine s'appréciait contre l'euro, qui lâchait 0,28% à 1,1053 dollar, ainsi que contre la livre, qui perdait 0,23% à 1,3098 dollar. Le billet vert dollar montait également de 0,28% face au yen à 144,44 yens pour un dollar. Le dollar américain a connu un "rebond" après "la publication du dernier rapport sur l'emploi non-agricole (NFP) vendredi", remarque l'analyste Lee Hardman. D'après les chiffres publiés par le département du Travail américain, 142.000 emplois ont été créés aux Etats-Unis en août, secteurs privé et public confondus. C'est davantage que les 114.000 de juillet, mais en-deçà des 165.000 attendus par les économistes. Conformément aux attentes, le taux de chômage a pour sa part légèrement reculé, à 4,2%, contre 4,3% en juillet.

Dernière composition de DZAIRINDEX

Valeur	Ouv	Clôture	Var %	Cap.flottante
ALLIANCE ASSURANCES	430,00	430,00	0,00	1 241 503 310
BIOPHARM	2300,00	2305,00	0,22	11 766 806 025
EGH EL AURASSI	450,00	450,00	0,00	540 000 000,00
SAIDAL	499,00	499,00	0,00	998 000 000

ORAN

Un incendie à l'hôpital pédiatrique sans perte humaine

Un incendie s'est déclaré, dans la nuit de dimanche à lundi, au niveau de l'hôpital pédiatrique "Abdelkader Boukheroufa", ce qui a nécessité l'intervention de la Protection civile qui a maîtrisé le sinistre, sans enregistrer de pertes humaines, a-t-on appris auprès de ces services.

«Les unités opérationnelles de la Protection civile à Oran sont intervenues, dans la nuit de dimanche à lundi, à 00h48, pour circonscrire un incendie, qui s'est déclenché au niveau du rez-

de-chaussée de la nouvelle bâtisse de cet hôpital. Le feu a été maîtrisé et empêché de s'étendre aux autres étages», a précisé le capitaine Abdelkader Bellala, chargé de communication à la direction de wilaya de la Protection civile.

«Aucune perte humaine n'a été enregistrée suite à cet incendie», a-t-il indiqué, ajoutant que le colonel Souiki Mahfoud, directeur de la Protection civile à Oran, a guidé personnellement l'opération d'intervention et d'extinction de l'incendie. Le wali

d'Oran Saïd Saayoud, qui s'est rendu sur les lieux vers 1h00 du matin, a déclaré à la presse, sur les lieux, que l'intervention de la Protection civile a été «très rapide», ajoutant que le feu a été maîtrisé en une heure de temps. Les enfants malades ont été évacués vers le CHU d'Oran et le wali a tenu une réunion avec les responsables de l'hôpital et du secteur, durant la nuit, pour accélérer la restauration de ce qu'a été détruit par le feu et pour la réintégration des enfants évacués dans l'ancienne bâtisse de l'hôpital pédiatrique.

PÉTROLE

Le baril de Brent à plus de 71,5 dollars

Les cours du pétrole se reprenaient, ce lundi, en raison d'une alerte aux ouragans menaçant la production américaine. Vers midi, le prix du baril de Brent de la mer du Nord, pour livraison en novembre, prenait 0,65% à

71,52 dollars. Son équivalent américain, le baril de West Texas Intermediate (WTI), pour livraison en octobre, montrait de 0,71%, à 68,15 dollars. Après le plongeon des prix en fin de semaine dernière,

une petite reprise est en cours, alors que des ouragans «potentiellement en approche» sur la côte du Golfe du Mexique «pourraient perturber la production» aux Etats-Unis, notent des analystes. L'attention du marché se

porte également sur les interrogations «sur la demande et ce que l'Opep+ peut faire» pour remonter les prix, estiment des observateurs du marché de l'or noir.

AVEC LES INNOVATIONS « LG AI HOME » À L'IFA 2024

LG présentera une vision passionnante de la vie future

LG Electronics (LG) s'apprête à dévoiler sa vision de la vie du futur à l'IFA 2024, en présentant une gamme complète de solutions domestiques basées sur l'IA pour tous les besoins et tous les styles de vie, sous le thème « Expérience , Intelligence Affectueuse (IA) à la Maison ».

Au cœur de la solution Affectionate Intelligence Home de LG se trouve LG ThinQ ON, un hub domestique avancé basé sur l'IA conçu pour offrir un confort et une commodité adaptés aux préférences de chacun. ThinQ ON s'intègre parfaitement aux derniers appareils IA de LG, formant ainsi le cœur de la solution LG AI Home.

Ce système est piloté par Affectionate Intelligence, la technologie d'IA empathique et attentionnée de LG. Au fur et à mesure que la solution AI Home apprend davantage sur les routines, les préférences et les comportements des utilisateurs au fil du temps, elle crée une expérience spatiale personnalisée, offrant une valeur client inégalée et apportant une plus grande facilité à la vie quotidienne.

La première chose que les visiteurs du stand LG à l'IFA 2024 rencontreront

est l'AI Home Gate, un mur multimédia LED immersif qui communique visuellement la manière dont l'IA de LG est déployée dans l'AI Home pour améliorer le style de vie des clients. Une fois qu'ils auront franchi le portail AI Home, les visiteurs pourront découvrir la technologie d'intelligence artificielle générative sophistiquée de LG grâce au hub ThinQ ON. ThinQ ON comprend le langage naturel, ce

qui permet aux utilisateurs de contrôler une large gamme d'appareils électroménagers, d'appareils IoT (Internet des objets) et de services avec des commandes vocales conversationnelles. Le hub AI de LG facilite un style de vie domestique IA véritablement personnalisé, en gérant tout, des services de style de vie à l'aide apportée aux enfants pour une bonne nuit de sommeil.

Mercuriale

وزارة التجارة وترقية الصادرات
MINISTÈRE DU COMMERCE
ET DE LA PROMOTION DES EXPORTATIONS

وزارة الفلاحة والتنمية الريفية
MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE
ET DU DEVELOPEMENT RURAL

عرض أسعار البيع بالتجزئة للمواد الفلاحية واسعة الاستهلاك ليوم 04 سبتمبر 2024
Mercuriale des prix des produits agricoles de large consommation, date: 04 Septembre 2024

Prix du détail ¹		أسعار التجزئة ²			المنتجات
DA / Kg		متوسط	أعلى	أدنى	
Produits		Moyenne	Maximum	Minimum	
Légumes frais	Pomme de terre	87	108	65	البطاطا
	Tomate	62	73	50	الطماطم
	Oignon sec	43	49	37	البصل الجاف
	Ail sec	377	443	312	الثوم الجاف
	Carotte	78	87	69	الجزر
	Navet	101	113	89	لفت
	Poivron	99	112	85	الفلفل الأخضر
	Piment	118	135	102	الفلفل الحار
	Courgette	110	122	97	الكوسة
	Haricot vert	186	207	165	الفاصولياء الخضراء
Fruits frais	Laitue	122	136	108	الخس
	Pomme locale	393	505	281	التفاح المحلي
	Datte	567	688	447	التمر
	Melon	101	114	89	البطيخ الاصفر
	Pastèque	82	92	72	البطيخ الاحمر
	Poire	380	461	300	الإجاص
	Raisin	210	274	145	العنب
Produits d'origine animale	Banane	452	467	437	الموز
	Viande bovine locale	1794	1941	1647	لحم البقر المحلي
	Poulet de chair	458	471	445	الدجاج
	Œufs (Unité)	18	19	17	البيض (وحدة)
	Lait de vache (Litre)	96	101	90	حليب البقر (لتر)

FORUM MEFED 2024

Plaidoyer pour une infrastructure énergétique intégrée

L'hydrogène vert, produit à partir de sources renouvelables, s'impose comme une solution stratégique pour atteindre les objectifs de décarbonation, tout en offrant de nouvelles opportunités économiques. Dans ce contexte, une conférence a été organisée le 8 septembre à Thessalonique (Grèce). Selon la plateforme « Attaqa.net », la conférence MEFED 2024 (Mena-Europe Future Energy Dialogue) a souligné l'importance cruciale d'une infrastructure énergétique intégrée entre l'Europe et la région MENA (Moyen-Orient et Afrique du Nord). Cette coopération vise à faciliter le commerce énergétique entre les deux régions et à répondre aux besoins croissants en énergies renouvelables.

Par Mourad A.

La conférence MEFED 2024 a marqué un tournant dans les discussions sur l'avenir énergétique entre l'Europe, le Moyen-Orient et l'Afrique du Nord. Réunissant près de 300 représentants de haut niveau, dont des ministres, des décideurs politiques et des experts du secteur de l'énergie, ce forum a abordé les défis critiques liés au développement de l'hydrogène vert et au renforcement des infrastructures électriques. Le point central des échanges a été la nécessité impérieuse de renforcer la coopération interrégionale pour accélérer la transition énergétique, dans un contexte mondial où la décarbonation est devenue une priorité. Pour garantir le succès de cette transition, il est essentiel de coordonner les cadres réglementaires, de surmonter les défis financiers et d'attirer les investissements nécessaires. La région MENA, riche en ressources naturelles, jouera un rôle clé dans cette transition, et l'hydrogène vert est perçu comme un levier essentiel pour satisfaire la demande locale en énergie tout en stimulant le commerce transfrontalier d'énergie propre et en consolidant les réseaux électriques. Un autre défi soulevé durant la conférence concerne le développement des infrastructures nécessaires pour le transport de l'énergie, notamment les lignes électriques transfrontalières et les corridors dédiés à l'hydrogène. Ce renforcement est crucial pour permettre un échange fluide et durable d'énergie entre l'Europe et la région MENA. À cet égard, l'annonce de Thessalonique a mis en avant l'importance de

mobiliser des financements adaptés, en associant les secteurs public et privé, pour garantir la mise en œuvre des projets dans les délais impartis et améliorer la connectivité énergétique. La création d'un forum neutre a également été proposée, une plateforme où les acteurs des deux régions pourront échanger des informations sur les besoins en infrastructures énergétiques. Ce forum facilitera la coordination des efforts entre experts, favorisant le partage des connaissances sur les scénarios de développement et les mécanismes financiers à mettre en place pour assurer la réussite des projets. Cette collaboration permettra de planifier de manière intégrée le développement des infrastructures et de garantir que la transition énergétique progresse harmonieusement.

L'Algérie, acteur clé pour l'Europe

Le développement de l'hydrogène vert en Algérie s'inscrit dans une stratégie ambitieuse de transition énergétique, visant à exploiter les vastes ressources renouvelables du pays pour répondre à la demande croissante en énergie propre, notamment en Europe. Cette initiative est soutenue par une feuille de route nationale, dévoilée en mars 2023, qui se déploie en trois phases distinctes d'ici 2050. L'objectif final est de fournir à l'Europe jusqu'à 10 % de ses besoins en hydrogène vert d'ici 2040, positionnant ainsi l'Algérie comme un acteur clé dans la transition énergétique mondiale. L'importance cruciale d'une infrastructure énergétique intégrée a été soulignée

lors de la conférence MEFED 2024. Cette conférence a mis en avant la nécessité de renforcer les infrastructures transfrontalières pour faciliter le commerce énergétique entre les deux régions. Le projet de gazoduc sous-marin reliant l'Algérie à l'Italie, avec des extensions potentielles vers l'Autriche et l'Allemagne, illustre cette volonté de créer des corridors énergétiques permettant un échange fluide et durable d'hydrogène entre l'Europe et l'Algérie. La conférence MEFED 2024 a également souligné la nécessité de mobiliser des financements publics et privés pour garantir la réussite de cette transition.

L'Algérie, riche en ressources naturelles et en infrastructures gazières, se trouve dans une position stratégique pour répondre à la demande croissante en énergie propre en Europe. La collaboration avec des partenaires européens comme l'Allemagne et l'Italie témoigne de la solidité de cette ambition commune de décarbonation et de développement durable. À l'horizon 2040, l'Algérie espère industrialiser la production d'hydrogène vert, tout en réduisant les coûts et en augmentant sa compétitivité sur le marché mondial. Cette dernière phase (2040-2050) sera marquée par une industrialisation à grande échelle, renforçant la capacité d'exportation vers l'Europe et consolidant la position de l'Algérie en tant que fournisseur incontournable d'hydrogène renouvelable.

Ce projet représente une opportunité majeure pour l'Algérie de diversifier son économie et de réduire sa dépendance aux hydrocarbures fossiles.

EFFICACITÉ ÉNERGÉTIQUE

Lancement imminent d'une plateforme dédiée au PNME

L'Agence nationale pour la promotion et la rationalisation de l'utilisation de l'énergie (APRUE), lancera le 22 septembre courant, pour le compte du ministère de l'Energie et des mines, une plateforme numérique en vue de faciliter l'accès au Programme national de maîtrise de l'énergie (PNME) de l'année 2024 au profit de potentiels bénéficiaires de ce programme, a-t-elle indiqué lundi dans un communiqué. Baptisée "PNME digital platform", la plateforme "vise à faciliter l'accès au programme PNME à des potentiels bénéficiaires. Elle permet également de mettre ces derniers en lien direct avec les professionnels présélectionnés et conventionnés avec l'APRUE, dans le cadre de ce programme, et qui se chargeront de réaliser, pour leur compte, les projets choisis", précise l'APRUE. Le PNME est un programme public qui regroupe l'ensemble des projets dans le domaine de la maîtrise de l'énergie qui bénéficie d'avantages et d'aides financières octroyés par l'Etat aux bénéficiaires, dans le but d'améliorer l'efficacité énergétiques des secteurs les plus énergivores que sont le bâtiment, les transports et l'industrie, a-t-on rappelé de même source, précisant que ces bénéficiaires peuvent être des particuliers, des ménages, de petites et moyennes entreprises et industries, du secteur tertiaire ainsi que des collectivités locales. La plateforme, accessible via le nouveau site web de l'APRUE www.aprue.org.dz qui sera lancé également le 22 septembre constitue "un guichet unique qui permet aux candidats intéressés de s'inscrire en ligne pour profiter des mesures incitatives offertes par le PNME". Son lancement s'inscrit dans le cadre de la stratégie nationale de digitalisation des services publics, et des processus de l'APRUE. Selon l'APRUE, les candidats pourront créer leur compte personnel, remplir un formulaire en ligne et soumettre leur demande directement via la plateforme, où chaque demande sera ensuite évaluée selon les critères d'éligibilité spécifiques à chaque projet du PNME. Le suivi des candidats retenus sera personnalisé et se fera également à travers la plateforme. Concernant les différents projets du PNME de l'année 2024, l'APRUE a indiqué qu'il s'agit de 11 projets scindés en quatre catégories: projets pour des bâtiments énergétiquement efficaces, projets pour des transports propres et durables, projets destinés pour une industrie bas carbone et des projets pour des communes urbaines et rurales durables.

Par R E.

VERS UNE STRATÉGIE NATIONALE D'INCLUSION FINANCIÈRE EN ALGÉRIE

Un Impératif pour le développement économique et social

Synthèse Sirine R.

Afin de renforcer les initiatives en cours et de les rendre plus cohérentes, l'Algérie doit impérativement se doter d'une stratégie nationale d'inclusion financière. Cette démarche garantirait l'accès aux services financiers pour tous les segments de la population, notamment les plus vulnérables, tout en contribuant à la lutte contre l'informel, qui continue de peser lourdement sur notre économie. C'est ce que Sofiane Mazari, expert financier et chef de la Division finance islamique du CPA a indiqué dans une contribution postée en ligne sur son compte «Linkedin». Pour lui, l'inclusion financière va bien au

delà de l'accès aux comptes bancaires. Elle constitue un véritable levier de développement socio-économique. Elle favorise l'égalité des chances, stimule l'entrepreneuriat, et réduit les inégalités économiques, dira-t-il. De plus, intégrer les populations non bancarisées ou sous-bancarisées dans le système financier renforcera la stabilité économique de notre pays. Pour atteindre les objectifs escomptés, l'expert a préconisé de procéder d'abord à un diagnostic national. « Il est crucial de mener une étude approfondie afin d'identifier les obstacles entravant l'accès aux services financiers, en particulier dans les zones rurales et auprès des populations marginalisées », souligne-t-il. Une collaboration multisectorielle est également recomman-

dée. En effet, la stratégie doit être élaborée en concertation avec les secteurs public et privé, incluant les institutions financières, la société civile et les experts en inclusion sociale, pour une approche inclusive et durable, affirme-t-il.

Sur un autre registre, Sofiane Mazari a estimé nécessaire de lancer des programmes de financement sur mesure pour les petites et moyennes entreprises (PME) pouvant jouer un rôle clé dans l'innovation et la création d'emplois, en particulier pour les jeunes et les femmes. La promotion de la finance digitale est également nécessaire pour la réussite de la stratégie nationale de l'inclusion financière.

«La digitalisation des services financiers peut réduire les coûts et rendre ces ser-

vices plus accessibles, notamment dans les zones reculées où les infrastructures bancaires sont limitées », indique-t-il dans sa contribution, en plaidant à l'introduction de produits financiers conformes à la charia. En effet, cette finance pourrait attirer une partie significative de la population qui reste réticente à l'utilisation des services bancaires traditionnels, renforçant ainsi l'inclusion. En somme, l'inclusion financière est un pilier fondamental du développement durable. Il est temps d'agir, souligne-t-il, pour offrir à chaque citoyen algérien un accès équitable aux outils financiers essentiels à leur réussite. Ensemble, nous pouvons créer une société plus inclusive et plus prospère.

SOUK AHRAS
Plus de 4.500 foyers à raccorder au réseau du gaz naturel «avant fin 2024»

Plus de 4.525 foyers seront raccordés au réseau de distribution du gaz naturel "avant fin décembre 2024" dans la wilaya de Souk Ahras, a-t-on indiqué, dimanche, à la direction de distribution de l'électricité et du gaz. Cette opération "s'inscrit dans le cadre du programme sectoriel de raccordement des zones d'ombre à cette énergie propre", a précisé la responsable de la communication de cette direction, SihemBenaïcha, ajoutant que 72 mechtas et autres zones d'ombre réparties sur 22 communes de cette wilaya frontalière sont concernées par cette action. La même source a également fait savoir que plus de 4 millions de dinars ont été alloués à cette opération qui nécessite l'extension du réseau de distribution sur 944 kilomètres.

TIARET
Saisie de plus de 3000 comprimés psychotropes et arrestation de 4 individus

Les éléments de la Gendarmerie nationale (GN) de Ksar Chellala (wilaya de Tiaret), ont démantelé un réseau criminel impliqué dans le transport et le trafic de psychotropes et saisi plus de 3000 comprimés psychotropes, a indiqué, dimanche, un communiqué du même corps sécuritaire. Cette opération a été menée "sur la base d'informations parvenues aux éléments du groupement territorial de la GN de Tiaret, suite auxquelles un plan sécuritaire bien ficelé a été mis en place et un véhicule touristique a été intercepté à bord duquel a été découverte une quantité importante de psychotropes que les suspects avaient dissimulés frauduleusement", précise la même source. La même source a fait savoir que les éléments de la GN ont procédé également à "la perquisition des domiciles des mis en cause, où d'autres quantités de psychotropes ont été saisies", ajoutant que l'opération a permis "l'arrestation de 4 individus (repris de justice) dans des affaires de drogue et la saisie de 3043 comprimés psychotropes de type Prégabaline 300mg et 35 comprimés de types Extasie et Parkidyl, ainsi que du moyen de transport utilisé dans cette activité criminelle".

TIARET

Une production prévisionnelle de près de 700 000 quintaux de pomme de terre de saison

La wilaya de Tiaret prévoit une production de pomme de terre de saison estimée à près de 700.000 quintaux, a-t-on appris, mardi, du directeur local des Services agricoles (DSA), Boualem Mekhaneg.

Le DSA de cette collectivité locale des Hauts-plateaux de l'Ouest a précisé que les premières estimations révélées par la campagne de récolte de ce tubercule, au niveau des communes de Frenda et Takhmaret, indiquent que le rendement à l'hectare de pomme de terre devra osciller entre 300 et 350 quintaux, faisant observer que ce taux de production est inférieur à celui réalisé durant la saison agricole précédente (2023), qui avait enregistré une production oscillant entre 380 et 400 Qx à l'hectare. Le même responsable a indiqué que le recul de la production observé, cette année, est dû principalement au déficit en ressource en eau, en raison du stress hydrique

auquel est confrontée la wilaya, ainsi qu'à la diminution des eaux souterraines mobilisables et celles du barrage de Dahmouni, qui assurait l'irrigation de plus de 3.000 hectares de produits agricoles saisonniers, notamment l'oignon et la pomme de terre. M. Mekhaneg a, par ailleurs, expliqué que la vague de chaleur qui sévit dans la région a été à l'origine du rétrécissement de la superficie agricole consacrée à la pomme de terre réservée à la consommation locale, qui n'a pas dépassé, cette année, les 2.100 hectares, contre plus de 4.500 hectares durant les années précédentes. Outre les aléas climatiques, la diminution des superficies réservées à la production de semence de pomme de terre, estimées

cette année à 100 hectares seulement, au niveau de la ferme d'El Brahna, commune de Sebaïne, le long des berges du barrage de Dahmouni est également à l'origine de la baisse de la production de ce produit agricole, a fait savoir le DSA de Tiaret. La production attendue dans cette wilaya des Hauts-plateaux de l'Ouest, particulièrement dans les communes relevant des daïras de Aïn Kermes, Aïn Deheb et Sougueur est appelée, par ailleurs, à réguler le prix de ce produit agricole marquée par une tendance haussière observée, ces dernières semaines, sachant que l'opération se déroule sous la supervision des agents des directions du Commerce et de l'Agriculture, a indiqué le DSA.

MOSTAGANEM

Mise en service de deux polycliniques après leur réhabilitation

Deux polycliniques ont été mises en service à Mostaganem, après avoir fait l'objet d'une vaste opération ayant porté sur leur réhabilitation et leur modernisation pour un budget global estimé à 90 millions de dinars, ont annoncé dimanche les services de la wilaya. Le wali de Mostaganem, Ahmed Boudouh, a supervisé l'entrée en exploitation de ces deux infrastructures de santé de proximité, implantées aux quartiers de Salamandre et du 5 Juillet 1962, après avoir fait l'objet d'opérations de réhabilitation et de modernisation,

initiées dans le cadre du programme d'urgence des structures de santé de la wilaya, a-t-on fait savoir de même source. Le programme cible, outre les deux polycliniques, la réhabilitation et la rénovation de la polyclinique Abed Khodja, appelée aussi LallaKheira, l'Etablissement public hospitalier Ernesto Che Guevara, ainsi que 82 salles de soins réparties au niveau de plusieurs localités et communes de la wilaya, selon la même source. Le premier responsable de l'exécutif local a fait observer que les trois polycliniques n'ont pas cessé

leurs activités durant l'exécution des opérations d'aménagement, indiquant dans ce contexte que les autorités locales de la wilaya ont réservé, pendant cette période, des espaces alternatifs offrant des prestations médicales aux citoyens, à savoir le service de Biométrie de la cité des 400 logements, la bibliothèque de la cité du 5 juillet 1962, ainsi que le laboratoire de la wilaya relevant de l'Etablissement public de santé de proximité (EPSP), afin d'assurer la continuité des services des établissements publics. Après avoir insisté sur la néces-

sité de répartir les services selon une démarche devant garantir l'efficacité de l'action de ces infrastructures, le wali a annoncé sa décision de doter la polyclinique du 5 Juillet 1962 d'un fauteuil dentaire et d'un appareil de radiologie numérique, a indiqué la même source, ajoutant que le wali a pris note des revendications et aspirations des citoyens relatives à plusieurs secteurs d'activité, promettant de prendre les mesures qui s'imposent pour leur prise en charge.

ORAN

Raccordement de 10 établissements scolaires aux réseaux d'électricité et de gaz

La direction de distribution de la société Sonelgaz à Es-Senia a achevé le raccordement de 10 nouveaux établissements scolaires, réparatis sur plusieurs communes, aux réseaux d'électricité et de gaz, a-t-on appris auprès de la cellule de communication de l'entreprise. Les établissements sont implantés dans plusieurs communes, notamment à Benfreha, Misserghine, Taфраoui, El Kerma, Bethioua et Chehaïria, a-t-on indiqué, ajoutant que les raccordements ont été réalisés en coordination avec la direction de l'Edu-cation d'Oran et les autorités locales.

Les équipes de la Sonelgaz ont, à cet effet, raccordé les écoles, dont la réalisation a été achevée, au niveau des nouvelles cités relevant de l'AADL et de l'OPGI, en plus de plusieurs écoles situées dans d'autres sites, dont les cités 1.000 logements à Bethioua et 114 logements à Taфраoui, ainsi que la cité des 301 logements à El Kerma. Un nouveau lycée a également été raccordé à l'électricité et au gaz au niveau du pôle urbain Ahmed Zabana à Misserghine, en plus de deux centres de formation professionnelle à Sidi Chahmi et Aïn El Beida, selon la même source, qui a ajouté

que la direction de distribution d'Es-Senia dénombre plus de 80 établissements scolaires, dans lesquels les travaux de raccordement au gaz naturel ont été achevés. Les travaux se poursuivent au niveau des autres établissements pour le raccordement à l'électricité et au gaz, en vue de leur exploitation dans les plus brefs délais, a-t-on poursuivi. La direction d'Es-Senia de la Société Sonelgaz a raccordé à l'électricité et au gaz plus de 135 établissements scolaires, depuis 2021, a rappelé la même source.

DJELFA

Une enveloppe de 6 milliards de DA pour le réaménagement du dédoublement de la RN 1 Djelfa/Hassi Bahbah

Une enveloppe de six (6) milliards de DA a été mobilisée pour la réalisation du projet de modernisation et réaménagement du dédoublement de l'axe de la RN 1 reliant le chef-lieu de wilaya de Djelfa à la commune de Hassi Bahbah sur une distance de 50 km, a-t-on appris, dimanche, auprès des services de la wilaya.

Lancé en travaux la semaine écoulée par le wali Ammar Ali Bensaâd pour un délai de réalisation de 18 mois, ce projet vise à promouvoir cette voie double en une autoroute, en procédant notamment à son élargissement en vue d'augmenter sa fluidité. Ce chantier a été confié à trois entreprises, dont "Cosider" (de droit public) qui se char-

gera de la réalisation des ouvrages d'art englobés par le projet, pour une enveloppe de près d'un milliard DA. Inscrite dans le cadre du programme complémentaire décidé par le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, au profit de la wilaya de Djelfa, cette opération vise la réhabilitation de cet axe routier, au regard de son impor-

tance pour le réseau routier national, car constituant un trait d'union entre le Nord et le Sud du pays. Pour rappel, d'autres travaux de dédoublement d'un tronçon de la RN 1, sur l'axe reliant Djelfa à Laghouat sur une distance de 64 km, sont en cours, ce qui permettra, une fois achevés, d'assurer une meilleure fluidité du trafic routier.

VOITURES ÉLECTRIQUES

La leçon de politique industrielle de la Chine à l'Occident

Dépassant Tesla, le géant chinois BYD est devenu fin 2023 le plus gros producteur de voitures électriques au monde. Des années durant, il a prospéré sur un modèle néo-fordiste d'intégration verticale, lui assurant un contrôle sur l'ensemble de la chaîne de production – profitant de la dynamique de délocalisation et de sous-traitance qui prévalait en Occident. Les subventions étatiques de l'État chinois ont fait le reste et BYD pose désormais un sérieux défi aux Occidentaux, dans un contexte de transition énergétique où la voiture électrique est amenée à jouer un rôle croissant. Un enjeu que les États européens feraient bien de prendre à bras-le-corps, plutôt que d'accroître leurs dépenses militaires et d'attiser la psychose d'un nouveau conflit mondial.

2^e partie

Par Paolo Gerbaudo

La place centrale qu'occupent les batteries dans le secteur des véhicules électriques explique pourquoi la construction de gigafactories (immenses usines de fabrication capables de produire des batteries dont le stockage total se chiffre en milliards de watts-heures) est devenue si cruciale, de même que l'accès au lithium. Ce métal alcalin n'est pas rare dans la croûte terrestre, mais son extraction n'est économiquement viable que dans les quelques rares endroits du monde où sa concentration est suffisante. Le Chili, l'Argentine et l'Australie sont à ce titre les nations les mieux pourvues. Afin de sécuriser leur accès à cette matière première, certaines entreprises de véhicules électriques s'immiscent à présent directement dans le secteur de l'extraction du lithium, par l'achat de parts ou en tant qu'actionnaire unique.

Le nouveau Henry Ford

L'émergence de l'industrie automobile chinoise a engendré environ 140 marques différentes de véhicules électriques, mais seule une poignée d'entre elles peuvent jouer sur le terrain de BYD – qui, en 2023, est devenu le plus important fabricant de véhicules électriques au monde devant Tesla. L'entreprise a été fondée à Shenzhen en 1995 par Wang Chuanfu, un orphelin issu de la région rurale pauvre d'Anhui, qui a étudié la chimie et la science des matériaux. Par de nombreux aspects, le fonctionnement de l'entreprise évoque singulièrement une résurgence électrifiée de la logique fordiste de production de masse : un processus de production à forte intensité de main-d'œuvre, une immense armée d'ouvriers et des méthodes tayloristes d'organisation scientifique de la production. Surtout, BYD accorde une attention toute fordiste à l'intégration verticale. En son temps, Henry Ford avait acquis des mines de fer et de charbon pour produire de l'acier, des plantations de caoutchouc au Brésil pour produire des pneus (avant que l'invention de la vulcanisation n'élimine le besoin en caoutchouc d'origine naturelle), des mines de sable de silice blanc pour fabriquer les pare-brises, les vitres et les rétroviseurs des voitures et même des forêts pour les pièces de la voiture réalisées en bois. Aujourd'hui, BYD entreprend de contrôler la production et l'assemblage des cellules de batterie, la fabrication des groupes motopropulseurs électriques, les semi-conducteurs et les modules électro-

niques, voire l'extraction du lithium. L'entreprise fabrique également les essieux, les transmissions, les habitacles, les freins et les suspensions des voitures « en interne ». En réplique aux immenses usines Ford de Highland Park et de River Rouge, BYD a construit de gigantesques usines industrielles destinées à la production de batteries et d'autres composants essentiels, et à l'assemblage des voitures. Quatre d'entre elles se trouvent dans la ville d'origine de BYD, Shenzhen, et vingt autres en Chine, tandis que plusieurs nouvelles usines sont en cours de construction à l'étranger, de la Hongrie au Brésil. BYD entreprend de contrôler la production et l'assemblage des cellules de batterie, la fabrication des groupes motopropulseurs électriques, les semi-conducteurs et les modules électroniques, voire l'extraction du lithium. Pendant toute la première partie du vingtième siècle, l'intégration verticale a permis à Ford et à d'autres entreprises de réduire leurs coûts d'intermédiation, de contrôler la production et de coordonner l'innovation tout au long des différentes étapes de la fabrication, depuis l'acquisition de caoutchouc et d'acier jusqu'à la standardisation des pièces et des fournisseurs. Une production importante et des salaires élevés dans le contexte d'un marché oligopolistique ont assuré des profits stables dans un environnement macroéconomique en expansion, pendant une période qui, entre la Deuxième Guerre mondiale et la fin des années 1960, a constitué l'ère dorée du fordisme. La crise pétrolière des années 1970 a mis en évidence la rigidité d'un tel modèle industriel, alors que l'inflation des salaires et la demande en véhicules plus performants ont mis un frein à la compétitivité des fabricants d'automobiles états-uniens. Les industriels occidentaux se sont alors inspirés du modèle d'entreprises japonaises comme Toyota, qui pratiquait une production flexible à flux tendu en s'appuyant sur un réseau de fournisseurs et du personnel externe pour absorber les chocs du marché, externalisant la production de composants. Les fabricants japonais d'automobiles ont divisé la chaîne de montage en îlots de production supervisés par des équipes distinctes. Cette logique organisationnelle a permis de discipliner plus efficacement la force de travail et de désorganiser les syndicats, dont les pouvoirs de négociation se sont effondrés lorsqu'ils se sont avérés incapables de menacer d'arrêter le travail des différentes étapes de la production. L'externalisation s'est accompagnée de la délocalisation d'une bonne partie de la chaîne de valeur vers des pays où le coût

de la main-d'œuvre était moins élevé. L'économiste Raphaël Chiappani a ainsi pu déclarer que « depuis la fin des années 1980, les fabricants d'automobiles en Europe, au Japon et aux États-Unis, tels que General Motors, Ford, Toyota, Honda, Volkswagen, Audi et Daimler Chrysler, ont délocalisé et augmenté la part de leur production automobile vers des pays émergents afin de tirer partie de coûts de production moindres. » Tout cela a entraîné une « division internationale du travail », ou plutôt une « fragmentation internationale », c'est-à-dire que les différents pays se sont spécialisés dans différentes étapes de la chaîne d'approvisionnement, en fonction de leur avantage concurrentiel. Dans la perspective d'améliorer la qualité tout en réduisant les coûts, cette évolution a également eu pour conséquence de rendre les fabricants d'automobiles vulnérables aux perturbations de la chaîne d'approvisionnement. Un risque qui devrait continuer à s'accroître en cette période de tensions géopolitiques mondiales.

Le retour de l'intégration verticale

Les faiblesses de la chaîne d'approvisionnement mondiale sont devenues encore plus apparentes après la pandémie, dans un contexte d'une concurrence sécuritaire accrue. Des termes comme « délocalisation » et « internalisation » ont fait leur apparition dans le débat public. BYD constitue, à cet égard, une manifestation contemporaine fascinante de « reinternalisation » de la production nationale – et des relations que ce mouvement entretient avec les nouvelles politiques industrielles dans leur ensemble. L'entreprise adopte une structure typique de conglomérat intégré verticalement, avec une entreprise centrale (BYD Company) qui contrôle plusieurs filiales : BYD Auto, BYD Electronics, BYD Semiconductors, BYD Transit Solutions et BYD FinDreams (la branche responsable de la production des batteries et de différentes pièces de voiture). Si l'intégration verticale est un modèle partagé avec d'autres concurrents du domaine des véhicules électriques, comme Tesla, BYD a atteint d'un degré d'intégration bien plus élevé que l'entreprise d'Elon Musk, qui acquiert 90 % de ses batteries auprès de sociétés comme Panasonic ou CATL (entreprise chinoise, leader mondial des batteries, ndlr). \$ La production de batterie était à l'origine le cœur de l'activité de BYD, ce qui lui assure une compétence cruciale en matière de production de la pièce la plus importante et potentiellement la plus innovante des véhicules électriques. La production de batterie était à l'origine le cœur de l'activité de BYD, ce qui lui

assure une compétence cruciale en matière de production de la pièce la plus importante et potentiellement la plus innovante des véhicules électriques. À travers sa filiale BYD Semiconductors, l'entreprise contrôle aussi la production de puces électroniques, ce qui s'est révélé un atout indéniable à partir de 2020, lorsque la pénurie de puces consécutive à la guerre commerciale entre la Chine et les États-Unis a commencé. La société de Wang Chuanfu produit également ses propres pièces en métal et en plastique, a acquis des parts de Shengxin Lithium Group, le premier groupe chinois d'extraction du lithium, et cherche à acheter des mines au Brésil. BYD s'assure ainsi un contrôle sans précédent de son cycle de production. Selon l'entreprise, seuls les pneus et les fenêtres sont entièrement sous-traités. Un rapport du New York Times a mis en lumière que pour la fabrication de sa berline Seal, BYD a produit les trois quarts des pièces. Cette performance impressionnante est sans commune mesure avec le tiers des pièces que Volkswagen parvient à produire pour une voiture électrique comparable, et assure à BYD un avantage comparatif de 35 % en termes de coûts. BYD est également de plus en plus active dans les étapes situées « en aval » de l'industrie automobile, c'est-à-dire la vente et les services. L'entreprise vient récemment de faire son entrée dans le secteur naval avec le lancement de BYD Explorer 1, un roulier capable de transporter 5000 voitures. Le navire n'est que le premier d'une flotte vouée à l'expansion pour permettre à BYD d'avoir la mainmise sur la livraison de ses produits. Comme dans le modèle fordiste, la stratégie d'intégration verticale de BYD nécessite beaucoup de main-d'œuvre : en seulement deux ans, le nombre d'employés de l'entreprise a doublé pour atteindre 570.000 travailleurs en 2023 (à peine en-dessous des 670.000 employés de Volkswagen et bien davantage que les 370.000 de Toyota). Court-circuitant le modèle japonais d'une production largement automatisée impliquant des machines coûteuses, BYD a depuis longtemps fait le choix de s'appuyer sur une main-d'œuvre manuelle comparativement peu coûteuse, amenée à réaliser une myriade de micro-tâches. Cette faible « intensité capitaliste » s'est jusqu'à présent révélée une très bonne recette pour augmenter les revenus et les profits. Mais tout cela est susceptible de changer avec l'augmentation des coûts du travail dus à de la concurrence entre les entreprises automobiles.

(A suivre)

ARABIE SAOUDITE
L'économie
progresses bien

La transformation économique sans précédent de l'Arabie saoudite progresse bien selon le FMI qui a publié son rapport au titre de l'Article IV pour 2024 de l'Arabie saoudite. L'institution internationale souligne les efforts de modernisation et diversification dans le cadre de la Vision 2030. Le récent exercice fiscal a facilité le recalibrage des dépenses publiques en redéfinissant les priorités des projets et à travers la mise en place de stratégies sectorielles. Les réductions de la production pétrolière ont entraîné une contraction de la croissance de 0,8 % en 2023, bien que le PIB non pétrolier ait augmenté de 3,8 %, porté par la consommation privée et l'investissement non pétrolier. Le taux de chômage a atteint des niveaux historiquement bas (7,6 % pour les saoudiens au T1 2024), et les taux de participation des femmes à la population active sont restés largement supérieurs à l'objectif de 30 % fixé pour 2030. Les événements géopolitiques n'ont pas eu pas eu d'impact majeur sur l'économie saoudienne jusqu'à présent. L'inflation a été contenue, bien que les loyers continuent d'augmenter à taux d'environ 10 % en raison de l'afflux de travailleurs expatriés et d'importants projets immobiliers.

MAURITANIE-CHINE
Signature d'un
protocole d'accord
relatif à la mise en
œuvre de
l'Initiative pour le
développement
mondial

En marge du 9ème sommet du Forum sur la coopération sino-africaine (FOCAC) à Pékin, le ministre de l'Économie et des Finances, M. Sid'Ahmed Ould Bouh, a signé mercredi un protocole d'accord avec le vice-président de l'Agence chinoise de Coopération internationale au Développement (ACDI), M. Yang Weiun, afin de promouvoir la mise en œuvre de l'Initiative pour le développement mondial de la République populaire de Chine (RPC). Proposée par le président chinois Xi Jinping lors de la 76e Assemblée générale des Nations unies, l'« Initiative pour le Développement mondial » vise à promouvoir le bien-être général des populations et à orienter le développement mondial vers une nouvelle phase de croissance équilibrée, coordonnée et inclusive, revitalisant ainsi l'économie et poursuivant un développement mondial plus fort, plus vert et plus équilibré. L'initiative est une « feuille de route » visant à réduire le fossé entre les différents pays. Elle a depuis été approuvée par les Nations unies, plus de 100 pays et plus de 20 organisations internationales, et a été incluse dans plusieurs conférences et forums à l'échelle mondiale.

TUNISIE

Le télémarketing, un secteur négligé malgré ses contributions cruciales à l'économie

L'histoire des centres d'appels en Tunisie commence à la fin des années 1990, une période marquée par le besoin croissant des entreprises de gérer leur relation clientèle de manière plus efficace.

En 1998, Tunis Call Center, le premier centre d'appels 100 % tunisien, est lancé. Cette initiative répond aux besoins du groupe financier Tunisie Leasing et Tunisie Valeurs, cherchant à améliorer la gestion de leurs services clients et à offrir un support spécialisé. Ce premier centre d'appels national pose les bases du développement futur de l'industrie dans le pays. Ce secteur est prometteur, mais sous-exploité. Dans ce contexte, NizarElbez, consultant et expert en développement de business, a affirmé que l'arrivée de Tunis Call Center a marqué un tournant décisif, ouvrant la voie à de nombreuses initiatives similaires et attirant l'attention des entreprises locales et internationales sur le potentiel de la Tunisie en tant que destination privilégiée pour les services externalisés. En 1999, Stream International, une entreprise américaine de premier plan dans le secteur de l'externalisation, a ouvert un centre d'appels à Tunis. Cet investissement étranger a solidifié la position de la Tunisie comme une plaque tournante pour les centres d'appels, attirant ainsi d'autres multinationales. Dans le prolongement de cette dynamique, Téléperformance, un acteur majeur de l'industrie, a également ouvert ses portes en Tunisie au début des années 2000, renforçant encore la réputation du pays comme un

hub de choix pour les centres d'appels. Parallèlement à l'essor des centres d'appels, l'investissement des éditeurs de logiciels tels que Phone Control a joué un rôle crucial dans le développement de l'industrie. Une mention spéciale doit être faite pour la marque 100% tunisienne «Comunik», qui a su se démarquer et se développer sur tous les continents. Grâce à l'investissement et à la vision de deux jeunes entrepreneurs tunisiens, Yacine Touati et SoufianeDjaïet, Comunik est devenue une référence mondiale, incarnant le dynamisme et l'innovation de l'écosystème tunisien des technologies de l'information et de la communication.

Catalyseur de la croissance

Elbez a ajouté qu'au début des années 2000, le secteur des centres d'appels en Tunisie connaît une croissance rapide, stimulée par des politiques gouvernementales favorables et des incitations fiscales. Le gouvernement met en place des mesures incitatives telles que l'exonération d'impôt sur les sociétés pour une période de dix ans pour attirer les investisseurs étrangers. Ces mesures, couplées à une main-d'œuvre jeune, multilingue et compétente, font de la Tunisie une destination de choix pour les services de BPO (Business Process Out-

sourcing). Les centres d'appels en Tunisie ne se contentent pas d'être des moteurs économiques ; ils jouent également un rôle crucial dans l'emploi des jeunes. Selon les statistiques, un jeune Tunisien sur deux a travaillé dans un centre d'appels à un moment donné de sa vie. Cela démontre à quel point ce secteur est essentiel pour l'insertion professionnelle des jeunes, leur offrant souvent leur première expérience de travail. Ces emplois permettent aux jeunes de développer des compétences précieuses, telles que la communication, la gestion du temps, et le travail sous pression. En outre, ils constituent une source de revenus stable, ce qui est particulièrement important dans un contexte économique où les opportunités d'emploi peuvent être limitées. Pour beaucoup, travailler dans un centre d'appels est non seulement un moyen de subvenir à leurs besoins immédiats, mais aussi une porte d'entrée vers d'autres carrières, en leur permettant de bâtir un réseau professionnel et d'acquérir une expérience valorisable. Les centres d'appels en Tunisie offrent de nombreux avantages par rapport à d'autres secteurs du marché du travail, attirant particulièrement les jeunes. Le premier avantage est la rigueur et la précision que ce métier exige.

DUBAI

10,62 millions de touristes en sept mois, en hausse de 8 % par rapport à 2023

Dubai a accueilli 10,62 millions de touristes au cours des sept premiers mois de l'année, enregistrant une augmentation de 8 % par rapport à la même période l'année dernière, où le nombre de touristes internationaux s'élevait à 9,83 millions. Selon le rapport sur la performance touristique pour la période de janvier à juillet, publié par le Département de l'économie et du tourisme de Dubaï, la ville a attiré 1,77 million de touristes internationaux en janvier, 1,9 million en février, 1,51 million en mars, 1,5 million en avril, 1,44 million en mai, 1,19 million en juin, et 1,31 million en juillet 2024. L'Europe occidentale a été la principale région émettrice de touristes vers Dubaï au cours des sept premiers mois de l'année, représentant 20 % du total avec environ 2,086 millions de visiteurs. Elle est suivie par l'Asie du Sud avec 1,848 million de touristes, soit 17 % du total, et par les pays du Conseil de coopération du Golfe (CCG) avec 1,537 million de touristes, représentant 14 % des visiteurs. La Communauté des États indépendants et l'Europe de l'Est se placent en quatrième position avec

1,505 million de touristes, soit également environ 14 % du total des visiteurs de l'émirat. Le Moyen-Orient et l'Afrique du Nord arrivent en cinquième position avec 1,232 million de visiteurs, représentant 12 % du total, suivis de l'Asie du Nord-Est et du Sud-Est avec une part de 10 %, soit environ 1,028 million de visiteurs. Les Amériques ont envoyé 710 000 visiteurs à Dubaï au cours des sept premiers mois de l'année, soit 7 % du total, tandis que 481 000 visiteurs sont venus d'Afrique, représentant environ 5 % du total, et 187 000 d'Australie, représentant environ 2 % des visiteurs internationaux à Dubaï sur la même période. Fin juillet, le nombre de chambres d'hôtel à Dubaï s'élevait à 151 417 réparties dans 825 établissements, contre 148 711 chambres dans 813 établissements fin juillet 2023. Le taux d'occupation moyen des hôtels de Dubaï au cours des sept premiers mois de l'année a atteint 77 %, contre environ 76 % pour la même période en 2023. Le nombre de chambres réservées a dépassé les 24,51 millions, marquant une hausse de 3 % par rapport à la même période en 2023, où le

nombre de chambres réservées était d'environ 23,85 millions. La durée moyenne de séjour des clients a été de 3,6 nuits d'hôtel au cours des sept premiers mois de l'année. Le nombre de chambres disponibles dans les hôtels cinq étoiles s'élève à 52 766 réparties dans 165 établissements, représentant 35 % du total des chambres d'hôtel à Dubaï. Les hôtels quatre étoiles comptent 43 593 chambres dans 196 établissements, tandis que les hôtels de une à trois étoiles comptent 28 898 chambres dans 275 établissements. Les appartements-hôtels de luxe offrent 13 734 chambres dans 80 établissements, et les appartements-hôtels de milieu de gamme comptent 12 426 chambres dans 109 établissements. Le prix moyen par nuitée dans les hôtels de Dubaï au cours des sept premiers mois a atteint 527 dirhams, en hausse de 4 % par rapport aux 508 dirhams de la période correspondante de 2023. Le revenu moyen par chambre disponible a été de 406 dirhams, en hausse de 5 % par rapport aux 388 dirhams enregistrés pour la même période en 2023.

COOPÉRATION

Le Nigeria annonce une mine de fer et une aciérie à 1 milliard \$ avec la Chine

Le Nigeria héberge des réserves minérales évaluées à 700 milliards de dollars, y compris des réserves de minerai de fer. La mise en valeur de cet énorme potentiel reste néanmoins un défi pour le pays, où le secteur minier représente moins de 1 % du PIB.

Au Nigeria, la société locale Chart & Capstone Integrated Limited s’est associée au chinois Sinomach-He pour développer un complexe d’exploitation du minerai de fer et de production d’acier. Le protocole d’accord portant sur un investissement de 1 milliard \$ a été présenté au ministre des Mines DeleAlake, en marge du Forum sur la coopération sino-africaine à Pékin. Selon les détails fournis dimanche 8 septembre par le ministre Alake, le projet sera développé dans l’État de Kogi, une région du pays qui héberge d’immenses réserves de fer. C’est dans le même État que l’australien Macro Metals développe le projet Agbaja qui héberge 586 millions de tonnes de ressources minérales et 205 millions de tonnes de réserves de minerai. Le calendrier de développement du nouveau projet n’a pas été donné, ni les détails sur la capacité de production projetée. La

presse locale indique néanmoins que Sinomach-He sera l’entrepreneur principal du projet, s’occupant de l’ingénierie jusqu’à la mise en service de la future mine et de l’aciérie, en passant par l’approvisionnement. S’il est mené au bout, ce projet sino-nigérian favoriserait néanmoins une plus grande contribution des Mines à l’économie, dans un pays où le secteur minier représente moins de 1 % du PIB malgré 700 milliards \$ de réserves de divers minéraux. L’aciérie permettrait aussi au Nigeria d’exporter davantage de produits à valeur ajoutée vers la Chine, pays avec lequel la balance commerciale est déficitaire à hauteur de plus d’un milliard de dollars. « J’ai insisté sur le récent passage de la politique [du puits au port], qui permettrait aux sociétés minières d’exporter des minerais bruts, à une approche axée sur l’exportation locale et la valeur ajoutée. Ce

changement est essentiel pour créer des emplois, faciliter le transfert de compétences et améliorer notre balance commerciale », a ajouté le ministre DeleAlake. Rappelons que la mise en place de cette coentreprise sino-nigériane intervient dans un contexte difficile sur le marché mondial du minerai de fer. Sur une tendance à la baisse depuis plusieurs mois, le minerai de fer est tombé en dessous de 90 dollars la tonne et son prix devrait chuter jusqu’à 78 dollars la tonne d’ici 2033. Il sera intéressant de voir comment cette évolution est prise en compte par les futurs producteurs de minerai de fer du continent. En dehors du Nigeria, la Guinée s’apprête à mettre en production son gisement Simandou d’ici 2025. Pour le moment, la production africaine de minerai de fer est portée par l’Afrique du Sud, la Mauritanie, la Sierra Leone ou encore le Liberia.

GHANA

Le régulateur se dote d’un système de traçabilité du cacao

Deuxième producteur mondial de cacao après la Côte d’Ivoire, le Ghana exporte principalement sa récolte vers l’Europe. La filière est préoccupée par l’approche imminente de l’entrée en vigueur de la loi de l’Union européenne sur la déforestation. Au Ghana, l’Office national du cacao (Cocobod) a expérimenté avec succès un système de traçabilité des fèves de cacao dans le cadre d’une phase pilote. C’est ce que rapporte Reuters le 5 septembre, citant Mi-

chael Amoah, responsable de la recherche et du développement au sein du Cocobod. « Nous avons cartographié tout le cacao du Ghana, établi un système de traçabilité de bout en bout et l’avons testé avec succès », a ainsi déclaré le responsable. L’annonce a été faite lors d’un séminaire en ligne organisé par les groupes environnementaux à but non lucratif Fern et Mighty Earth. Cette initiative s’inscrit dans le cadre des démarches mises en œuvre par le gouverne-

ment pour se conformer à la nouvelle législation de l’Union européenne relative à l’élimination de la déforestation (EUDR). Ladite réglementation prévue pour entrer en vigueur d’ici fin décembre 2024 ou début 2025, interdira l’importation de produits de base liés à la déforestation comme le café, le cacao ou encore l’huile de palme par les pays du bloc. Il convient de noter que l’UE est la principale destination du cacao ghanéen, absorbant plus de 60 % des expéditions annuelles.

Alors que la filière ghanéenne sort d’une campagne 2023/2024 difficile, le Cocobod anticipe un rebond de plus de 50 % de la production cacaoyère à 650 000 tonnes pour le compte de la campagne de 2024/2025 qui devrait débuter en septembre. Le prix d’achat aux producteurs de la tonne de cacao à la production est également attendu sur une hausse de 45 % à 48 000 cedis (3067 \$), selon des sources citées par Reuters le 2 septembre dernier.

MADAGASCAR

Le gouvernement accélère la mise en œuvre du nouveau code minier

Madagascar a adopté en 2023 un nouveau code minier, destiné notamment à relancer l’attractivité du pays pour les investisseurs miniers. Sur l’île, le secteur minier ne représente que 5 % du PIB malgré les importantes réserves de cobalt, de graphite et de nickel disponibles. Le gouvernement malgache vient de créer le Comité National des Mines (CNM). Adopté lors du Conseil des ministres du 4 septembre, le décret portant création de cet organisme fait partie des mesures réglementaires nécessaires à la mise en œuvre du code minier de 2023 à Madagascar. En octobre dernier, le président malgache Andry Rajoelina avait en effet promulgué le code minier adopté quelques mois plus tôt par le Parlement. Selon ce code, le CNM est un organe de dialogue, de facilitation, de consultation et de conciliation entre l’administration des Mines et le secteur privé. Il est chargé du suivi des activités des grandes mines et de faciliter l’obtention des autorisations nécessaires. Le CNM est également consulté sur tout projet de loi destiné à réglementer les activités

minières. Il participe enfin à la fixation périodique de la valeur marchande locale des substances minières. En dehors du CNM, notons que le nouveau code minier fait passer la redevance minière de 2 à 5 % et prévoit une participation gratuite de 10 % pour l’État dans les Mines. Cela pourrait aider à augmenter la part des Mines dans l’économie, qui représentait en 2021 environ 5 % du PIB.

Vers une relance des projets miniers

La décision prise il y a quelques années par les autorités malgaches de réviser le code minier s’est accompagnée d’un arrêt momentané du développement de nouveaux projets. C’est le cas du projet de sables minéraux Toliara, piloté par l’australien Base Resources et qui affiche une valeur actuelle nette de 2 milliards de dollars. Depuis 2019, le gouvernement a ordonné la suspension des activités sur le projet, en vue de « clarifier les bénéfices apportés par la mine au pays et à la communauté locale ». Avec l’adoption du nouveau code minier

et celle progressive de ses décrets d’application, l’espoir de voir se concrétiser le potentiel économique de Toliara renaît néanmoins sur l’île. En août dernier, Base Resources a indiqué avoir négocié avec succès la reprise prochaine du développement du projet, sans préciser de date. Les parties avancent vers la signature d’un accord contraignant pour sceller ces négociations.

Garantir la transparence dans l’industrie

La mise en œuvre du nouveau code minier peut également susciter de nouveaux investissements miniers à Madagascar, qui dispose d’un potentiel non négligeable pour certains minéraux très demandés actuellement. Selon l’United States Geological Survey, Madagascar héberge par exemple des réserves de 100 000 tonnes de cobalt et 26 millions de tonnes de graphite, deux minéraux essentiels à la transition énergétique. Le potentiel minéral n’est néanmoins pas suffisant pour garantir l’arrivée des investisseurs miniers, comme l’illustre le classement annuel du Fraser Institute. Ce think

tank canadien prend en effet en compte aussi les politiques publiques mises en œuvre par les juridictions minières pour évaluer leur attractivité du point de vue des investisseurs. Sur ce dernier point, les accusations de corruption dans l’octroi des licences minières ne plaident pas en faveur du pays notamment avec l’arrestation de la directrice de cabinet du président de la République pour tentative de corruption de la société de pierres précieuses Gemfields l’année dernière. Dans la dernière évaluation de la mise en œuvre de l’Initiative pour la transparence dans les industries extractives (ITIE) par Madagascar, le Conseil d’administration de l’institution note que le pays a peu progressé en matière de divulgation des contrats miniers. « Il existe des opportunités d’amélioration de l’utilisation du rapportage ITIE à Madagascar afin de fournir un diagnostic des règles et pratiques de transparence des relations financières de l’entreprise d’État, la gestion des licences, la publication de contrats extractifs et des propriétaires effectifs », souligne le Conseil.

CÔTE D’IVOIRE Derniers réglages avant l’inauguration de la Digital Farming School en janvier 2025

Dans le cadre d’un projet de coopération entre l’Etat de Côte d’Ivoire et OCP Africa, le pays d’Afrique de l’Ouest bénéficiera d’une école spécialisée dans le domaine de l’agriculture numérique. Annoncée pour septembre 2024, l’inauguration de la Digital Farming School (DFS) de Yamoussoukro en Côte d’Ivoire vient d’être reprogrammée pour janvier 2025. Cette information a été communiquée à l’issue de la rencontre entre les partenaires du projet à savoir : l’Institut national polytechnique Félix Houphouët-Boigny (INP-HB) de Yamoussoukro, l’Université Mohammed VI Polytechnique, le groupe marocain Office Chérifien des Phosphates (OCP AFRICA) et le gouvernement de Côte d’Ivoire. La rencontre a permis aux partenaires de s’accorder sur le mode de gouvernance, le contenu pédagogique, ainsi que les leviers nécessaires pour assurer la pérennisation de l’école. Elle s’est achevée par une visite du site en construction de la DFS logée à la technopole de l’INP-HB. A son ouverture, la DFS sera la première école en Afrique à proposer un programme pédagogique axé sur l’entrepreneuriat et la transformation numérique dans le secteur agricole. Elle offrira aux étudiants un environnement de travail à la pointe de la technologie, favorisant leur épanouissement professionnel. « Nous sommes convaincus que ses lauréats joueront un rôle essentiel dans la modernisation et l’évolution de l’agriculture en Afrique », a déclaré le PDG de OCP Africa, Mohamed Anouar Jamali. La DFS deviendra également la première antenne de l’UM6P en Afrique subsaharienne et la deuxième à l’international après celle ouverte en janvier dernier à Paris en France. Rappelons que le projet de création de cette école est né d’un partenariat entre la Côte d’Ivoire et OCP Africa conclu en mars 2022. Un an plus tard débutaient les travaux de construction qui sont aujourd’hui à l’étape des finitions.

BOURSE ZURICH

Ouverture positive avant l’inflation américaine et la BCE

La Bourse suisse a entamé la séance de lundi sur une note positive, tentant un rebond après la forte baisse de Wall Street en fin de semaine dernière. Les intervenants surveilleront de très près ces prochains jours les chiffres de l'inflation en août aux Etats-Unis et la décision de politique monétaire de la Banque centrale européenne (BCE).

La Bourse de New York a terminé en net repli vendredi soir, enrhumée par un mauvais chiffre de l'emploi qui a accru les craintes d'un atterrissage brutal de l'économie américaine et la chute des valeurs technologiques comme Amazon (-3,6%), Alphabet (-4%) et Meta (-3,2%). "Le rapport sur l'emploi du mois d'août (publié vendredi dernier), qui a fait état de 142'000 nouveaux emplois contre 161'000 attendus, a accentué la nervosité des marchés", a rappelé John Plassard de Mirabaud Banque dans une note. Parmi les autres données macroéconomiques, l'inflation en Chine est remontée en août à 0,6% sur un an, contre 0,5% le mois précédent, atteignant son plus haut niveau en six mois. Au Japon, la croissance du produit intérieur brut (PIB) au deuxième trimestre a été révisée à la baisse à +0,7%, au lieu de +0,8%. Mercredi, les intervenants se tourneront vers l'inflation (CPI) en août aux Etats-

Unis et jeudi "c'est bien évidemment la réunion de la BCE qui devrait faire évoluer les marchés", a souligné M. Plassard. "Deux scénarios pourraient provoquer d'importants mouvements sur les marchés: la BCE renonce à abaisser ses taux de 25 points de base ou les réduit davantage", a résumé Maximilian Wienke d'eToro. Mais ces deux options sont très peu probables, a-t-il nuancé. A la Bourse suisse vers 09h05, l'indice vedette SMI augmentait de 0,53% à 11'970,10 points, après avoir clôturé vendredi en fort repli de 1,02%. Le SLI gagnait 0,52% à 1938 points et le SPI s'appréciait de 0,51% à 15'907,04 points. La vaste majorité des valeurs vedettes a ouvert dans le vert, à l'exception des titres du luxe Swatch Group (-0,4%) et Richemont (-0,1%), ainsi que Swisscom (-0,3%). Les analystes de RBC ont abaissé l'objectif de cours de Richemont, tout en confirmant la recommandation à "sector perform". Parmi les poids lourds, Nestlé (+0,4%)

inversait la tendance négative d'avant Bourse. Les analystes de Barclays ont pourtant abaissé la recommandation du titre à "equal weight", contre "overweight", tout en rabotant l'objectif de cours. Novartis (+0,3%) et Roche (bon +0,5%, porteur +0,4%) avançaient aussi. Ce dernier a poursuivi l'expansion de son offre dans l'intelligence artificielle (IA) avec l'intégration d'une vingtaine d'algorithmes provenant de huit partenaires actifs dans le domaine de la pathologie numérique. Swiss Re (+0,3%) était aussi recherché. Le réassureur entrevoit une augmenta-

tion, non chiffrée, de la demande en couverture de réassurance, face aux risques croissants posés par les catastrophes naturelles, l'instabilité macroéconomique et les tensions politiques. Sur le marché élargi, Baloise (+1,5%) semblait soutenu par les récentes informations relayées par le Financial Times. Selon le quotidien britannique, Cevian Capital aurait nettement étoffé sa participation dans l'assureur et la société d'investissements suédoise ferait pression pour initier des changements. Siegfried (+2,3%) devrait aussi être recherché, soutenu par un relèvement d'objectif de cours par UBS.

La Bourse de Paris tente de repartir de l’avant

La Bourse de Paris évoluait en hausse lundi, dans un marché qui débat toujours de la santé économique des Etats-Unis, dans l'espoir d'anticiper l'ampleur de la première baisse des taux de la banque centrale américaine (Fed) la semaine prochaine. L'indice vedette CAC 40 avançait de 0,54% vers 09H50, soit de 40,40 points, à 7.392,70 points. Vendredi, l'indice a terminé en nette baisse de 1,07%, s'établissant à 7.352,30 points, au plus bas depuis le 14 août. La semaine précédente, le CAC 40 a rendu 3,65% de ses gains, refroidi par la publication d'un rapport sur l'emploi jugé mitigé par les marchés.

Avec bien moins de créations d'emplois en août aux Etats-Unis que ce à quoi les économistes s'attendaient, les incertitudes quant à la trajectoire de l'économie américaine ont laissé les marchés débattre de l'ampleur de la première baisse des taux de la Fed. Mais alors que "la semaine qui suit la publication des chiffres de l'emploi est souvent calme", ce débat autour de l'ampleur de la baisse des taux de la Fed "pourrait amener beaucoup de volatilité" sur les marchés, préviennent les analystes de Deutsche Bank. Par ailleurs, "alors que cette semaine, la Fed est dans sa période de silence, la publica-

tion de l'inflation américaine mercredi sera la dernière donnée avant sa prochaine réunion qui pourrait impacter la décision" de politique monétaire, commente Xavier Chopard, stratège chez LBP AM. Toutefois, "vu la grande confiance de la Fed dans la désinflation actuellement, il faudrait une grosse surprise pour que cela ait un impact", a-t-il nuancé. Ailleurs au chapitre des banques centrales, la réunion de la Banque centrale européenne (BCE) jeudi attirera l'attention des investisseurs du Vieux continent, bien qu'il soit "quasi certain que la BCE baisse ses taux à 3,5%", note le stratège.

COTATION COMMERCIALE D’OUVERTURE DU DINAR ALGERIEN

Cours du : 09 Septembre 2024					
Valeur : 11 Septembre 2024					
BASE	DEVICES			COURS ACHAT	COURS VENTE
1	USD	US DOLLAR		132.4094	132.4244
1	EUR	EURO		146.2727	146.3025
1	GBP	POUND STERLING		173.3334	173.3758
100	JPY	JAPANESE YEN		92.4647	92.4816
1	CNY	CHINESE YUAN		18.6151	18.6185
1	CHF	SWISS FRANC		156.3275	156.3637
1	CAD	CANADIAN DOLLAR		97.5823	97.6005
1	DKK	DANISH KRONE		19.6026	19.6062
1	SEK	SWEDISH KRONA		12.7610	12.7659
1	NOK	NORWEGIAN KRONE		12.2555	12.2596
1	AED	UAE DIRHAM		36.0474	36.0554
1	SAR	SAUDI RIYAL		35.2772	35.2849
1	KWD	KUWAITI DINAR		433.1351	434.0361
1	TND	TUNISIAN DINAR		43.1969	43.6310
1	MAD	MOROCCAN DIRHAM		13.6311	13.6326
1	LYD	LIBYAN DINAR		27.0499	27.1885
1	MRU	MAURITANIAN OUGUTYA		3.3345	3.3449
1	SDR	SPEC. DRA. RIGHTS		178.6535	178.6535

APRÈS LES CHIFFRES SUR L'EMPLOI AMÉRICAIN
Forte baisse des indices américains

Les marchés actions américains ont clôturé la dernière séance de la semaine en nette leur baisse dans le sillage de statistiques défavorables. Les créations d'emplois ont été nettement inférieures aux attentes au mois d'août. Le taux de chômage a ralenti en août et ressort à 4,2%. En outre, les valeurs technologiques ont fini dans le rouge, à l'image de Broadcom. L'entreprise a affiché la plus forte baisse du S&P500 après avoir publié des prévisions de chiffre d'affaires décevantes. Le Dow Jones s'est replié de 1,01% à 40 345,41 points et le Nasdaq a perdu 2,55% à 16 690,83 points. Broadcom (-10,36% à 136,99 dollars) a reculé à New-York alors

que le groupe anticipe un chiffre d'affaires légèrement inférieur aux attentes au quatrième trimestre. Hier, le groupe présent dans les semi-conducteurs et les logiciels a publié des résultats supérieurs aux attentes au troisième trimestre. Sur cette période, son bénéfice ajusté par action s'établit à 1,24 dollar, là où le consensus visait 1,22 dollar. Ses revenus ressortent à 13,07 milliards de dollars, en hausse de 47%. L'Ebitda ajusté sur ce trimestre s'élève à 8,22 milliards de dollars (+42%).

Les chiffres économiques du jour
Les Etats-Unis ont créé 142000 postes en août alors que le consensus s'élevait à 164000, après 89000

en juillet. Le taux de chômage ressort à 4,2% comme prévu après 4,3% en juillet. Le salaire horaire a affiché une croissance de 3,8% sur un an, en ligne avec le consensus de 3,7% après 3,6% en juillet.

LES VALEURS À SUIVRE

FedEx
FedEx Corporation a annoncé son alliance stratégique et un investissement avec Nimble, une société de technologie robotique d'IA et d'exécution autonome de commerce électronique, afin d'adapter FedEx Fulfillment à son modèle 3PL entièrement autonome. Pour soutenir cette alliance, FedEx a fait un investissement stratégique dans Nimble. Fe-

dEx propose une approche globale pour aider les marques de commerce électronique et omnicanales à prendre des décisions plus rapides et plus intelligentes concernant leur chaîne d'approvisionnement.

Salesforce
Salesforce a annoncé le rachat du fournisseur de solutions de protection et de gestion des données Own Company. Montant de l'opération : 1,9 milliard de dollars. L'objectif pour la firme américaine est de diversifier son offre au-delà de la gestion de la relation client (CRM). La transaction, entièrement financée par numéraire, devrait être finalisée dans le courant du quatrième trimestre de Sales-

force, entre novembre et janvier prochain.

Smith & Wesson
Le chiffre d'affaires net de Smith & Wesson au premier trimestre fiscal 2024/2025 s'est élevé à 88,3 millions de dollars, en retrait de 22,7%, par rapport au trimestre comparable de l'année précédente. La perte nette GAAP du fabricant d'armes à feu s'est élevée à 2,1 millions de dollars, soit 0,05 dollar par action, contre un bénéfice net de 3,1 millions de dollars, soit 0,07 dollar par action diluée, il y a un an. L'Ebitda ajusté non GAAP s'est élevé à 9,9 millions de dollars, soit 11,2 % du chiffre d'affaires net.

JAPON

La croissance du PIB au deuxième trimestre révisée à la baisse

La croissance du Produit intérieur brut (PIB) du Japon au deuxième trimestre a été révisée à la baisse à +0,7%, au lieu de +0,8%, selon une deuxième estimation du gouvernement publiée lundi. Les analystes, selon le consensus de l'agence Bloomberg, tablaient sur une hausse de 0,8%, après un repli de 0,6% au premier trimestre (chiffre également révisé lundi).

La consommation des ménages a continué de plomber le calcul du PIB au deuxième trimestre, comme elle l'avait fait au premier. Après un mois d'avril en hausse (+0,5%), la première en 14 mois, elle est repartie à la baisse en mai (-1,8%) et en juin (-1,4%). Et ce malgré les hausses de salaires qui commencent à être mises en place à la suite des négociations annuelles de printemps. Ces négociations ont abouti cette année à la promesse d'une augmentation inédite de 5,58% des salaires dans les grandes entreprises japonaises, mais certains analystes se montrent sceptiques quant à leur capacité à bénéficier à la plus grande partie de la population. Inflation et faiblesse du yen La consommation dans l'archipel est mise à mal depuis début 2022, à la fois par l'inflation et la faiblesse du yen qui était accentuée par la politique accommodante

de la Banque du Japon (BoJ), fragilisant le pouvoir d'achat des ménages. Le gouvernement a lancé une campagne de réductions d'impôts en juin pour tenter de lutter contre l'inflation. La Banque centrale a relevé son taux directeur fin juillet, tout en avertissant que la poursuite de ce resserrement monétaire serait conditionnée à la réalisation d'une inflation stable autour de 2%, inscrite dans un cercle vertueux entre augmentations salariales, hausse de la consommation et croissance économique. Ce resserrement monétaire, conjugué à des craintes de récession aux États-Unis et au dénouement de mouvements spéculatifs sur le yen, a contribué à plonger les marchés mondiaux dans l'effroi la semaine dernière, et devrait inciter la BoJ à la prudence. Les exportations japonaises, dont la chute

au premier trimestre était notamment liée à des scandales dans l'industrie automobile locale, obligeant Daihatsu, filiale du géant Toyota, à suspendre temporairement toute sa production au Japon, ont par ailleurs progressé. Elles sont passées en juillet à +10,3% en valeur sur un an, à la faveur d'une chute du yen à des niveaux plus vus depuis 38 ans. Un chiffre révisé à la hausse par rapport à la première estimation (+1,4%), aidé par la reprise des livraisons d'automobiles. «Les données confirment que l'économie japonaise n'est pas encore sortie d'affaire», a souligné Stefan Angrick de Moody's Analytics. «Le rebond du deuxième trimestre, révisé à la baisse, fait suite à une série de rapports sur le PIB en demi-teinte qui ont montré une baisse de la production pendant la majeure partie de l'année dernière», a-t-il ajouté.

ASSURANCE MALADIE EN FRANCE

Le déficit sera plus élevé que prévu en 2024

Le déficit de l'Assurance maladie sera « vraisemblablement plus élevé » qu'attendu en 2024, a estimé son directeur général dans une interview publiée dimanche par Les Echos, en défendant « un nouveau système d'indemnisation des arrêts de travail » parmi les pistes d'économies. C'est un nouveau coup dur budgétaire pour l'Hexagone. « Le déficit de la branche maladie sera vraisemblablement plus élevé que les 11,4 milliards d'euros attendus par la commission des comptes de la Sécurité sociale en juin » et « devrait rester à un niveau historiquement très élevé », a déclaré Thomas Fatôme, le directeur général de l'Assurance maladie dans un entretien accordé aux Echos. A ses yeux, c'est « un sujet de préoccupation majeure sur lequel le prochain gouvernement et le Parlement devront se pencher rapidement ». Comme pilote de l'Assurance maladie, Thomas Fatôme a affiché le souci de « s'assurer que les ressources sont bien utilisées et de réagir quand il y a des dépenses plus dynamiques, comme celles liées à l'indemnisation des arrêts de travail », en hausse « de plus d'un milliard » d'euros en 2024. Sur ce sujet, l'institution compte « agir sur plusieurs fronts » jusqu'en décembre.

CHINE

L'inflation a légèrement augmenté et atteint son plus haut depuis six mois

Si l'inflation en Chine est remontée en août, atteignant +0,6% sur un an, la deuxième puissance économique mondiale continue d'être menacée par la déflation, la baisse des prix des biens et services, synonyme d'économie qui tourne au ralenti. Alors que les grandes économies mondiales luttent depuis des mois contre la flambée des prix, la Chine, elle, mène le combat inverse. Et l'a légèrement gagné en août, avec une inflation en augmentation. L'indice des prix à la consommation (CPI), principale jauge, a été de +0,6% sur un an, contre +0,5% en juillet, selon les don-

nées du Bureau national des statistiques (BNS) publiées ce lundi. Un chiffre toutefois en dessous des attentes des analystes sondés par l'agence Bloomberg, qui tablaient sur +0,7%. Ce niveau est surtout le plus élevé depuis février, où la Chine est sortie de déflation. La déflation est l'opposé de l'inflation : elle correspond à la baisse des prix des biens et services, synonyme d'économie qui tourne au ralenti. La Chine y avait plongé durant quatre mois à partir de la fin 2023, avec en janvier la plus forte contraction des prix à la consommation depuis 14 ans.

En rythme mensuel, le CPI a grimpé de +0,4% en août, contre +0,5% le mois précédent, alors que les analystes anticipaient en moyenne une hausse de +0,5%. Par ailleurs, le BNS a aussi publié ce lundi l'indice des prix à la production. Celui-ci a de nouveau baissé en août (-1,8%), pour le 23e mois consécutif. Il a fortement chuté par rapport à juillet, où il s'était établi à -0,8%, et bien plus d'ailleurs que ce qu'attendaient les analystes (-1,4%). Or cet indice, qui mesure le coût des marchandises sorties d'usines, donne également un aperçu de la santé de l'économie. Force

est donc de constater, une nouvelle fois, que la deuxième économie mondiale et première puissance économique asiatique est en souffrance. La croissance de l'Empire du milieu est convalescente depuis la levée fin 2022 des mesures anti-Covid. Ces dernières avaient lourdement pénalisé l'activité. Le Parti communiste chinois (PCC) au pouvoir s'est donc engagé à relancer la consommation, un des moteurs de l'économie chinoise. Mais la crise du secteur immobilier, les tensions commerciales, le taux de chômage élevé chez les jeunes (17,1% en juillet) et les incertitudes liées

à la conjoncture ne font que la fragiliser. Pour tenter de redresser la barre, les autorités chinoises multiplient les initiatives. L'été dernier, la banque centrale a baissé différents taux dans l'espoir de relancer l'activité. Ainsi le LPR à un an, qui constitue la référence des taux les plus avantageux que les banques peuvent offrir aux entreprises et aux ménages, est passé de 3,45% à 3,35%. Et le taux pour les prêts à moyen terme aux établissements financiers (MLF) a été abaissé de 2,5% à 2,3% fin juillet - une réduction inattendue et la plus importante depuis avril 2020.

ZONE EURO

Vers une nouvelle baisse des taux d'intérêt de la BCE jeudi

La baisse de l'inflation et la faiblesse de l'économie en zone euro justifient une nouvelle baisse des taux d'intérêt que la BCE devrait acter ce jeudi, sans s'engager sur le rythme de sa politique d'assouplissement monétaire. Toutes les conditions semblent réunies pour que la Banque centrale européenne (BCE) baisse de nouveau ses taux d'intérêt. L'inflation et la maîtrise de la hausse des salaires devraient pousser ses responsables à acter ce jeudi une telle décision après une première baisse en juin, une première depuis cinq ans. Si, un mois plus tard, Christine Lagarde, présidente de l'institut monétaire, prônait la vigilance, l'été a renforcé les attentes de nouvelles baisses de taux, susceptibles de desserrer l'étau du crédit pour les ménages et les entreprises. L'in-

flation a ralenti à 2,2% sur un an en août dans la zone euro et est même passée sous la cible de 2% dans les deux principales économies, la France et l'Allemagne. Le gouverneur de la Banque de France, François Villeroy de Galhau, pouvait ainsi déclarer fin août, dans un entretien accordé au Point, qu'une nouvelle baisse des taux de la BCE en septembre, après celle de juin, serait « juste et sage ». « Si l'on attendait d'être effectivement à 2% pour baisser les taux, nous agirions trop tard », a avancé le gouverneur de la France, qui rappelle que les hausses ou baisses de taux mettent toujours un certain temps avant de se traduire dans l'économie réelle. La BCE devrait donc baisser pour la deuxième fois le taux de dépôt, qui fait

référence parmi ses trois taux directeurs et sert de base pour les conditions de crédit appliquées par les banques à l'économie. Ce taux devrait être abaissé de 25 points de base, pour passer à 3,50%. Autre élément qui joue en ce sens, la croissance économique dans la zone euro a été révisée légèrement en baisse à 0,2%, pour le deuxième trimestre 2024, a indiqué vendredi l'agence de statistiques européenne Eurostat. De quoi alimenter les craintes sur l'affaiblissement de l'économie, au moment où l'Allemagne traverse une mauvaise passe et voit son Produit intérieur brut (PIB) reculer.

Une décision qui ne présage rien de la suite

La discussion au sein du conseil des gou-

verneurs de la BCE portera aussi sur la suite à donner à l'assouplissement monétaire. Isabel Schnabel, membre du directoire de la BCE rangée parmi les « faucons » qui prônent une approche restrictive de la politique monétaire, a récemment appelé à un assouplissement « progressif et prudent ». Elle a rappelé que « l'inflation intérieure » c'est-à-dire celle des biens et services produits localement, « reste élevée à 4,4% » en zone euro, en grande partie à cause des prix élevés dans les services. Chez les « colombes », adeptes d'une approche plus souple, Piero Cipollone, autre membre du directoire, a souligné le « risque » d'être trop restrictif, alors que l'économie chancelle et que l'investissement patine, dans un entretien au Monde.

XPENG AEROHT

A 250 000 €, il n'y a pas que six roues, mais aussi un hélicoptère !

Le constructeur chinois, qui vient à peine d'arriver en France, lancera en 2026 sur son marché domestique un singulier porte-avion roulant.



Xpeng, la marque électrique chinoise qui mise sur un positionnement premium, est arrivée en France mi-mai avec son SUV G6 ciblant le Tesla Model Y mais aussi Audi et Mercedes. Viendra ensuite le G9, qui sera encore plus imposant (4,90 m). Sur son marché domestique, Xpeng lancera début 2026 un imposant véhicule à 6 roues baptisé AeroHT qui, sous certains angles, évoque un peu le Tesla Cybertruck.

Comptez une addition de 252 000 € pour l'ensemble

Les préventes de cet engin débuteront avant la fin de l'année et le prix de vente est déjà fixé à 2



millions de yuans soit l'équivalent de 252 000 €. La marque, qui ambitionne de

vendre aux particuliers des voitures volantes, le qualifie de porte-avions terrestre, puisque

qu'un drone à décollage et atterrissage vertical est livré avec. Mais cet hélicoptère d'un nouveau genre pourra parfaitement voler de manière autonome. L'administration de l'aviation civile de Chine centrale et méridionale a donné son aval et délivré une certification de navigabilité. Xpeng, qui voit les choses en grand, débutera la construction d'un site industriel spécifique ce mois-ci afin de produire plus de 10 000 unités annuelles.

Un range extender capable de parcourir 1 000 km

Le véhicule repose sur une plateforme technique haute tension

800 V et dispose d'une autonomie étendue à l'aide d'un moteur thermique. La marque ne dévoile pas la fiche technique mais laisse entendre que l'autonomie combinée avoisine les 1 000 km. Les visuels – qui relèvent davantage de l'image de synthèse que de la véritable photographie – montrent une cabine spacieuse à laquelle on accède par des portes arrière de type antagoniste, tandis que prend place à l'arrière un vaste espace de chargement. Ce dernier loge évidemment le drone, coiffé par un hayon à la cinématique singulière. La marque mise aussi sur un agencement façon campement, avec toile de tente à l'appui.

Peugeot condamné pour avoir abusé de ses concessionnaires

Peugeot a accepté de payer 15 millions d'euros d'amende en Autriche pour mettre un terme à une vieille affaire qui pourrait faire jurisprudence dans le reste de l'Europe. C'est une histoire vieille de six ans qui prend fin pour Peugeot. Le constructeur était en effet empêtré dans une affaire d'abus de pouvoir avec ses concessionnaires autrichiens qui s'étaient sentis lésés, alors que le groupe tente de développer – non sans difficultés – le modèle d'agence à travers l'Europe. Un système qui rend le concessionnaire dépendant de la maison-mère sur de nombreux points. Mais ces concessionnaires Peugeot en Autriche

n'étaient pourtant pas en contrat d'agent. Et ils en avaient toutefois une bonne partie des contraintes. C'est ce qu'a retenu le tribunal qui avait déjà condamné Peugeot en 2021.

Un accord à l'amiable, mais une épine dans le pied de Peugeot

Alors que le lion met en place sa politique d'agent chez certains de nos voisins (pour la France, la date est repoussée à 2026), voilà qu'il doit désormais faire attention avec ses concessionnaires autrichiens. Peugeot est notamment jugé coupable d'abus de pouvoir avec certaines de ses pratiques, comme des objectifs



de ventes irréalisables. Peugeot aurait également forcé ses concessionnaires à participer à des campagnes de ventes sans leur laisser le choix des prix des véhicules, ou encore leur aurait imposé "les coûts des achats mystères et des audits de service". Des contraintes commerciales qui ont conduit la marque au lion à sceller un accord pour en finir, d'un montant de 15 millions d'euros. Mais surtout, selon Automobilwoche, la grande nouvelle est que le rendu de cette affaire est valable dans toute l'Europe. A l'heure où Peugeot veut son modèle d'agence, c'est un obstacle non négligeable et un levier que pourraient actionner d'autres distributeurs.

AFFAIRE TELEGRAM

Retour sur les deux dernières semaines très mouvementées de Pavel Durov

Il y a deux semaines, le monde apprenait que le fondateur de Telegram, Pavel Durov, avait été arrêté à la sortie de son jet privé, à l'aéroport du Bourget. Une affaire d'ampleur mondiale sur laquelle Clubic revient aujourd'hui pour vous.

Quand on est, comme Pavel Durov, le créateur d'une application de messagerie qui compte près de 950 millions d'utilisateurs à travers le monde, on devient automatiquement un personnage public important. Raison pour laquelle l'arrestation du milliardaire de 39 ans par les autorités françaises, pour des faits uniquement en lien avec le fonctionnement de son application, a fait beaucoup de bruit à travers le monde.

La saga, aussi jeune soit-elle, a été l'occasion de découvrir au fil des jours de nouvelles informations. Si vous avez eu du mal à tout suivre, vous allez pouvoir retrouver dans cet article tout ce qu'il y a à retenir de l'affaire Telegram.

Une arrestation surprise à l'aéroport du Bourget

Ce samedi 24 août, en fin de soirée, des gendarmes français attendaient Pavel Durov à la sortie de son jet privé, qui venait de se poser à l'aéroport du Bourget, en région parisienne. Une interpellation surprise que personne n'avait vraiment vu venir, malgré les polémiques entourant l'application Telegram.

Et le dossier était plus que sérieux. L'homme d'affaires a en effet d'abord été mis normalement en garde à vue, avant de voir celle-ci prolongée à plusieurs reprises, au point qu'elle aurait pu atteindre les 96 heures - un maximum prévu généralement pour des infractions comme le trafic de stupéfiants, le meurtre ou bien le grand banditisme. Il a finalement pu sortir de prison au bout de 80 heures, tout en se voyant signifié une interdiction de sortie du territoire français.

Un tollé international après l'annonce de l'interpellation

Évidemment, cette mise aux arrêts aurait difficilement pu passer inaperçu. La nouvelle de l'arrestation de Pavel Durov a vite fait les gros titres de la presse mondiale, et a fait réagir de nombreux géants de la tech. Elon Musk, Edward Snowden ou même Vitalik Buterin (créateur d'Ethereum) ont ainsi critiqué cette décision, y voyant un coup de canif important contre la liberté d'expression. Le bruit a été tel qu'il a même finalement poussé le président de la République Emmanuel Macron à réagir publiquement sur son compte X. Dans un message posté un peu moins de deux jours après l'arrestation de Pavel Durov, il niait toute implication politique à ce dossier judiciaire, et affirmait que « l'arrestation du président de Telegram sur le territoire français a eu lieu dans le cadre d'une enquête judiciaire en cours. Ce n'est en rien une décision politique. Il revient aux juges de statuer. »

Les accusations contre Telegram sont des accusations contre Pavel Durov

Et le dossier est particulièrement épais,



puisque Pavel Durov est l'objet de pas moins de 12 chefs d'accusation, dont près de la moitié le sont simplement pour « complicité » de divers crimes graves. Ici, il faut évidemment comprendre le concept de complicité comme étant synonyme de laxisme grave dans la modération des contenus disponibles sur Telegram, laxisme qui serait volontaire, et ce, du fait d'une certaine philosophie libertarienne de Pavel Durov. Une notion très élastique et qui a pu être critiquée par certains juristes. L'avocat spécialisé en droit du numérique Alexandre Lazarègue s'est ainsi fendu il y a quelques jours d'une tribune dans Le Monde, dans laquelle il expliquait que « la justice française se fait une conception curieuse et extensive de la complicité. » Pavel Durov, dans un message posté ce jeudi 5 septembre, pointait lui aussi du doigt cette interprétation juridique, s'étonnant de voir la justice poursuivre directement le PDG de Telegram, et non la société elle-même.

Du changement dans la modération de Telegram

La multiplicité des chefs d'accusation laisse en effet penser qu'il s'agit en quelque sorte pour la justice française bien plutôt de presser Pavel Durov pour obtenir du changement sur son réseau que de punir un délit ou un crime particulier. Certains voient ainsi un message derrière toutes ces accusations : « Pavel Durov doit modérer plus fortement Telegram. » Hasard du calendrier, ou message bien reçu, une nouveauté est apparue ces derniers jours dans la section FAQ du site Telegram. Alors que jusque-là, Telegram annonçait clairement que les discussions privées ne pouvaient faire l'objet d'actions de la modération, l'entrée décrivant ce principe a été effacée. À la place, une nouvelle disposition stipule dorénavant qu'il existe un bouton « Signaler » lorsqu'un internaute fait face à du

contenu illégal.

De même, Pavel Durov, pour son premier post sur X à la suite de son arrestation, a voulu faire passer un message. Pour lui, la mauvaise réputation de Telegram serait due à une poignée microscopique de mauvais utilisateurs (« 0,001% » des 950 millions de personnes utilisant l'application, selon les propos du milliardaire franco-russe). Et Telegram devrait désormais tout faire pour mettre sur la touche cette toute petite minorité, grâce à une meilleure modération, ce qui permettrait de redorer le blason de l'application auprès des autorités.

Elon Musk se demande comment il devra voyager à l'avenir



Le contrecoup est certes difficile à encaisser pour Telegram, mais cette affaire pourrait de loin dépasser l'avenir de la seule application de messagerie. Comme le montre la suspension de X au Brésil, cette façon de faire un peu rugueuse de la justice française avec les réseaux sociaux pourrait devenir une manière d'agir beaucoup plus commune dans les prochaines années. Et entraîner des changements de comportement de la part des grands acteurs du milieu.

Elon Musk, encore lui, a ainsi exprimé une certaine inquiétude pour ses futurs déplacements, alors que son réseau social est très souvent critiqué par les pouvoirs publics, et même l'objet d'investigation au niveau européen. Au Brésil, il a par ailleurs fermé la représentation légale de X afin de protéger les employés de possibles répercussions judiciaires, tout en demandant récemment à tous les employés de Starlink, aussi sous pression dans le même pays, d'éviter de voyager prochainement au Brésil. Pavel Durov a lui aussi brièvement évoqué l'avenir de l'industrie dans un monde où les personnes à l'origine de technologies d'échange deviendraient les responsables personnels et premiers de ce qui adviendra ultérieurement sur leur plateforme. « Aucun innovateur ne construira de nouveaux outils s'il sait qu'il peut être tenu personnellement responsable des abus potentiels de ces outils » a-t-il pu plaider.

Des arguments qui peuvent porter, surtout auprès d'hommes politiques qui cherchent à attirer les talents chez eux. C'est le cas d'Emmanuel Macron, grand utilisateur de Telegram, qui avait d'ailleurs permis à Pavel Durov d'obtenir la citoyenneté française en 2021. Une décision « prise dans une stratégie totalement assumée, de permettre à des femmes et des hommes, (...) lorsqu'ils font l'effort d'apprendre la langue française et qu'ils développent de la richesse, de l'innovation, qu'ils rayonnent dans le monde, quand ils le demandent, de leur donner la nationalité française. »

Un Emmanuel Macron qui, loin des accusations portées contre lui d'utiliser des moyens de la justice contre Pavel Durov, aurait été mis à l'écart de cette enquête. Selon des informations fuitées par le Canard enchaîné, le parquet de Paris, craignant justement des pressions du fait de la proximité entre le milliardaire russe et le président de la République, aurait instruit cette enquête dans le plus grand secret. Des informations qui donnent par ailleurs enfin une clé de compréhension au pourquoi de l'atterrissage de Pavel Durov à Paris.

Beaucoup de personnes s'étaient en effet à l'époque interrogées sur le comportement du patron de Telegram, qui venait faire une excursion à Paris tout en s'y sachant l'objet d'un mandat de recherche. Une désinvolture surprenante... qui n'en était pas une, Pavel Durov n'ayant en fait aucune connaissance de ce mandat porté contre lui, selon le Canard enchaîné. À l'heure actuelle, Pavel Durov est libre en France, même s'il ne peut quitter le territoire. Telegram continue de fonctionner, et ce, d'autant plus que son frère, Nikolai Durov, à l'origine de l'infrastructure de l'application - et par ailleurs aussi recherché par la justice hexagonale -, vit lui sans crainte en Russie. Alors, doit-on s'attendre à des changements fondamentaux dans la très populaire application de messagerie dans les prochains mois ?

Mots fléchés

Boisson sans houblon		Prénom d'origine germanique		Cadeau dans la corbeille de mariage		Insonorisations		Subdivision d'un tiroir		Cocher d'une voiture de poste		Licencieux	
Contrée champenoise		Souverains		Insecte		Deux romain						Voies aménagées	
								Sur ces entrefaites					
								Dénudés					
Alternances										Ruisselle			
Aéronef										Avariés			
					Ni dieu, ni maître	Uvules							
						Bac à fleurs							
Pierre d'achoppement			Cobras						Planche de chêne				Poirées
Soldat américain									Fin d'infinifif				
		Haute Assemblée						Affluent du Rhin				Immobiles	
Possessif			Épuisé					Associé					
Pronom personnel			Bianca la cantatrice					Précis					
		De soulier c'est un lacet							Demeurent				
		Constant							Ronflette				
Ils portent le grèement et la voilure		Saint espagnol			Prénom de La Fres-sange					Catégorique			
		Poison violent			Atome					Bonne note			
				Petit enseignant							Note de musique		
											Cavité sous les bras		
Portion journalière pour les animaux							Assortit les couleurs	Cabrioles					
Maison en bois de sapin													
				Petit cigare						Id est			Recou-verte de terre
				Fine fleur						Plus clair			
Esprit de taille infime					Trou normand			Petit récipient à anse					
								Fleuve italien					
Prénom d'origine gaélique					Usées jusqu'à la corde							Fringants	
					Sélénium								
Eloigné		Affluent de la Seine					Postes au football		Roues à gorge				
		Gouffres							Bizut				
						Actinium		Charmante					
								Poisson					
Ceinture jaune	Baye				Caution					Monnaie bulgare			
	Il est au rhum				Fils d'Isaac								
			Vieux courroux	Ecossé						Longue période			
				Erbium						Note de musique			
Camarades						Première personne du pluriel					Thallium		
Absurdes						Lettres pieuses					Béryllium		
									Obtempéré				
Enzyme				Cette commune a fusionné avec Rigny					Blessé				

Une enveloppe financière de plus de 743 millions de dinars a été allouée à une opération de renforcement de l'alimentation en eau potable (AEP) des habitants de la commune de Chréa (Tébessa) à partir de la commune d'El Ma Labiodh, a-t-on appris, lundi, de directrice des ressources en eau, Sonia Rehahlia. Cette responsable a ajouté que ce montant servira au financement de 5 opérations qui permettront de fournir 6.000 m3 d'eau potable par jour aux habitants de la commune de Chréa. Mme Rehahlia a également précisé, à cet égard, que 2 réservoirs d'une capacité totale de 1.000 m3 seront construits, en plus de 40.000 mètres linéaires de conduites qui fourniront, après leur raccordement aux deux réservoirs, le précieux liquide à la population depuis l'ouvrage de transfert d'El Ma Labiodh.



EDUCATION NATIONALE

La plateforme numérique dédiée au recrutement par contractualisation ouverte

Le ministère de l'Education nationale a annoncé l'ouverture à partir de ce lundi jusqu'à samedi prochain de la plateforme numérique dédiée au recrutement par contractualisation, sur le système d'information du secteur. "En application des dispositions relatives à la rentrée scolaire, et en parachèvement du processus de couverture des postes vacants liés à l'encadrement pédagogique au titre de la rentrée scolaire 2024/2025, et après finalisation de toutes les opérations liées aux parcours professionnels des enseignants et au recrutement des diplômés des écoles supérieures des enseignants, le ministère de l'Education nationale annonce l'ouverture de la plateforme numérique dédiée au recrutement par contractualisation, sur le système d'information du secteur", a indiqué le ministère dans un communiqué. Le lien de la plateforme <https://tawdif.education.dz> est ouvert ce lundi, à partir de 12h jusqu'au 14 septembre, à 12h, a précisé la même source. L'opération "se déroulera selon des dispositions spécifiques", indique le communiqué précisant que pour les enseignants contractuels qui occupaient des postes définitivement vacants pour l'année scolaire 2023/2024 et ayant été en service jusqu'au 31 juillet 2024, le ministère de l'Education nationale leur "offre la possibilité d'une contractualisation, au titre de l'année 2024/2025, à condition de soumettre une demande à cet effet pour l'année 2024/2025, via leurs comptes en ligne".

APRÈS SA RÉÉLECTION POUR UN DEUXIÈME MANDAT

Des chefs d'Etats félicitent Tebboune

Synthèse Z R.

Le Président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, a reçu, depuis dimanche, les félicitations de ses homologues de plusieurs pays, suite à sa réélection pour un deuxième mandat présidentiel de cinq ans. Ainsi, le Département d'Etat américain a salué les résultats de l'élection présidentielle, réaffirmant l'intérêt des Etats-Unis pour leurs relations avec l'Algérie et leur volonté de continuer à travailler avec le Président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, pour les approfondir au cours de son second mandat, indique un communiqué de la Présidence de la République. Les Etats-Unis ont également exprimé «leur détermination à renforcer les relations bilatérales, notamment dans les domaines économique et culturel, ainsi que la coopération régionale», note le communiqué. Le porte-parole du Département d'Etat a mis en avant la volonté des Etats-Unis de continuer à travailler avec le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, pour approfondir les relations au cours de son second mandat, conclut la même source. Le président français, Emmanuel Macron a adressé au Président Tebboune ses plus vives félicitations pour sa réélection à la présidence de l'Algérie ainsi que ses meilleurs vœux de succès. « La France est particulièrement attachée à la relation exceptionnelle qui la lie à l'Algérie, dans tous les domaines qu'il s'agisse de la mémoire, de l'économie, des mobilités entre nos deux pays, des coopérations éducatives et culturelles, mais aussi la sécurité et la lutte contre le terrorisme », a écrit Macron dans son message, en réitérant sa volonté de poursuivre résolument avec le Président Tebboune le travail ambitieux en-

gagé avec la déclaration d'Alger pour renouveler le partenariat qui unit les deux pays. L'Emir de l'Etat du Koweït, son Altesse Cheikh Mehaal Al-Ahmad Al-Jaber Al-Sabah, a adressé, hier, un message de félicitations à son frère le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, pour sa réélection pour un nouveau mandat présidentiel, a indiqué un communiqué de la Présidence de la République. «L'Emir de l'Etat du Koweït, son Altesse Cheikh Mehaal Al-Ahmad Al-Jaber Al-Sabah, a adressé un message de félicitations à son frère le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, dans lequel il lui a adressé ses vœux de succès, de réussite, de santé et de bien-être, souhaitant davantage de développement aux bonnes relations entre les deux pays frères», lit-on dans le communiqué. Le président du Conseil présidentiel libyen, Younes El-Menfi, a félicité, pour sa part, le président de la République pour sa réélection. El-Menfi a exprimé au président de la République «ses vœux de succès dans ses fonctions et souhaité au peuple algérien davantage de prospérité et de progrès», faisant part de «sa détermination à poursuivre le renforcement des relations entre les deux pays frères au mieux de leur intérêt commun», ajoute le communiqué. Le président de la République de Syrie, M. Bachar al Assad, a félicité, dimanche, son frère le président de la République M. Abdelmadjid Tebboune, pour sa réélection pour un second mandat, a indiqué un communiqué de la Présidence de la République. «La victoire méritée de Monsieur le Président, est une preuve de la confiance placée en lui par le peuple algérien, et de sa sagesse et son approche des événements qui secouent le monde», indique le président al

Assad dans son message de félicitations. Le président syrien a, également, souhaité à son frère le président de la République «la réussite dans ses fonctions, affichant sa détermination à développer le travail bilatéral entre les deux pays frères». L'Emir de l'Etat du Qatar, pays frère, Cheikh Tamim bin Hamad Al Thani, a félicité son frère le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, pour sa réélection, lui souhaitant succès dans son nouveau mandat présidentiel et à l'Algérie davantage de progrès et de développement. Cheikh Tamim bin Hamad Al Thani a également exprimé «son aspiration à poursuivre la coopération entre les deux pays frères dans tous les domaines pour consolider les relations fraternelles et les intérêts communs». Le Roi d'Arabie Saoudite, Salmane ben Abdelaziz Al Saoud, et le prince héritier Mohammed ben Salmane ont félicité ce lundi le Président de la République, Abdelmadjid Tebboune, suite à sa réélection pour un nouveau mandat. Le Président turc, Recep Tayyip Erdogan, a de son tour félicité Abdelmadjid Tebboune. «Le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, a reçu, ce jour, un appel téléphonique de son frère, M. Recep Tayyip Erdogan, président de la République de Turquie, pays frère, lors duquel il l'a félicité pour son élection pour un nouveau mandat présidentiel, lui souhaitant davantage de succès et, au peuple algérien, plus de progrès, au service des relations bilatérales qui seront bientôt couronnées par une rencontre des dirigeants des deux pays», lit-on dans le communiqué. Les Présidents tunisien et de l'Etat de Palestine ont présenté leurs félicitations au président de la République, Abdelmadjid Tebboune, pour sa réélection.

BOUGHALI FÉLICITE LE PRÉSIDENT TEBBOUNE POUR SA RÉÉLECTION
«Nous nous engageons à vous accompagner»

Le président de l'Assemblée populaire nationale (APN), Brahim Boughali a félicité, dimanche, M. Abdelmadjid Tebboune à l'occasion de sa réélection pour un nouveau mandat présidentiel. Le président de l'APN a affirmé que M. Abdelmadjid Tebboune "est digne de la confiance que le peuple algérien a placé" en lui, soulignant sa capacité à assumer cette mission pour un second mandat présidentiel.

M. Boughali a rappelé le rôle de M. Abdelmadjid Tebboune dans le processus de l'Algérie nouvelle, et dans "le renforcement de ses valeurs civilisationnelles et morales en cette conjoncture exceptionnelle que connaît le monde", le qualifiant de "dirigeant chevronné, le plus au fait des aspirations du peuple et le plus soucieux de ses intérêts". Il a également salué "le climat serein et adéquat" dans lequel s'est dérou-

lée l'élection présidentielle, une réponse, a-t-il dit, à tous ceux qui ont parié sur le manque de conscience des citoyens quant aux enjeux et aux défis à relever". Et d'ajouter que cette élection "a consacré la volonté du peuple à travers son choix libre, souverain et intègre". A cette occasion, il a réitéré ses félicitations à M. Abdelmadjid Tebboune, affirmant : "Nous nous engageons à vous accompagner, avec

sincérité et loyauté, jusqu'au parachèvement de vos programmes ambitieux dans lesquels vous avez franchi de grands pas et grâce auxquels le peuple algérien a renoué avec l'espoir, aspirant, aujourd'hui, sous votre direction, au parachèvement du processus d'édification, au raffermissement des fondements, et à la réalisation du rêve des Chouhada, qu'Allah leur accorde Sa Sainte Miséricorde".

CHARGÉ PAR LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE

Attaf prend part à la 162^e session du Conseil de la Ligue arabe au niveau des ministres des Affaires étrangères

Chargé par le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, le ministre des Affaires étrangères et de la Communauté nationale à l'étranger, M. Ahmed Attaf, est arrivé, lundi au Caire, pour participer à la 162e session du Conseil de la Ligue arabe au niveau des ministres des Af-

fares étrangères, a indiqué un communiqué du ministère. Cette session prévue mardi sera consacrée à "l'examen de plusieurs questions placées au cœur de l'action arabe commune, notamment les dangereux développements auxquels la cause palestinienne et toute la région sont confrontés en raison de

l'escalade israélienne tous azimuts et des crises et conflits qui menacent la sécurité et la stabilité dans plusieurs pays arabes", selon le communiqué. En marge des travaux de cette session, M. Attaf aura des rencontres bilatérales avec plusieurs de ses homologues arabes, dans le cadre de la coordination

des démarches menées par l'Algérie au Conseil de sécurité des Nations Unies, afin de contribuer à la défense des intérêts des pays et peuples arabes et de plaider en faveur de la cause palestinienne, cause centrale de la nation arabe, a souligné la même source.